



Eurobaromètre Spécial 392

LA SOLIDARITÉ À TRAVERS LE MONDE : LES EUROPÉENS ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT

Terrain : juin 2012

Publication : octobre 2012

Cette étude a été commandée par la Direction générale Développement et coopération – EuropeAid et coordonnée par la Direction générale Communication (DG COMM, Unité « Recherche et Speechwriting »).

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Ce document ne représente pas l'avis de la Commission européenne.
Les opinions et les interprétations qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre Spécial 392 / Vague EB77.4 – TNS Opinion & Social

Eurobaromètre spécial 392

La solidarité à travers le monde : Les Européens et l'aide au développement

Enquête réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de la
Direction générale du Développement et de la coopération -
EuropeAid

Étude coordonnée par la Direction générale de la
Communication

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
CONCLUSIONS PRINCIPALES	5
1. Perceptions générales sur la politique de développement	8
1.1 Importance subjective de l'aide au développement	8
1.2 Impact des politiques européennes sur les pays en développement.....	12
1.3 Obstacles à la réussite du développement	14
2. Opinion des citoyens européens sur l'avenir de l'aide au développement.....	17
2.1 Attitudes à l'égard des promesses d'aide de l'UE au vu de la situation économique actuelle	17
2.2 Aide de l'UE aux pays en développement en situation de fragilité	21
2.3 Aide au développement en faveur des pays émergents	23
2.4 Secteurs auxquels la politique de développement devrait accorder une priorité	26
3. Opinion des citoyens européens sur les entreprises privées dans les pays en développement.....	30
3.1 Rôle du secteur privé	30
3.2 Responsabilité sociale et éthique des entreprises étrangères dans les pays en développement	33
3.3 Rôle de l'UE dans la garantie du respect des normes sociales et éthiques par les entreprises privées	36
3.4 Importance de certains types d'entreprises privées pour la croissance et le développement d'un pays	39
4 Engagement personnel et connaissance de l'aide au développement	42
4.1 Niveau d'engagement personnel pour l'aide au développement	42
4.2 Étendue des connaissances sur.....	48
4.2.1 ... la destination de l'aide bilatérale au développement.....	48
4.2.2 ... la destination de l'aide au développement de l'UE	52
CONCLUSIONS.....	57
ANNEXES	
Spécifications techniques	
Questionnaire	
Tableaux	

INTRODUCTION

L'Union européenne (UE) et ses États membres constituent les principaux bailleurs de fonds d'aide publique au développement dans le monde, fournissant plus de la moitié de l'aide publique mondiale (53 milliards d'euros en 2011). À mesure que le monde évolue, les défis qui se posent à la communauté internationale en matière de développement évoluent également. En octobre 2011, la Commission européenne présentait son « Programme pour le changement ». Avalisé par les ministres européens des Affaires étrangères en mai 2012, le Programme a pour but de mieux cibler les programmes européens en allouant les ressources disponibles là où elles sont le plus utiles et efficaces. À ce titre, l'aide doit notamment être concentrée dans les pays les plus pauvres, et dans chaque pays, dans un nombre limité de secteurs où l'UE est la plus à même d'apporter un changement.

Pour obtenir de meilleurs résultats dans la coopération au développement il convient également de poursuivre activement les efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). D'après un rapport récent des Nations unies¹, des progrès significatifs ont été enregistrés dans des domaines tels que la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'éducation, mais des mesures supplémentaires doivent être mises en œuvre, d'ici à l'échéance de 2015; notamment en ce qui concerne la lutte contre la faim, la santé maternelle et infantile, ainsi que l'accès à l'eau et l'assainissement. Il subsiste aussi d'immenses défis dans certaines régions du monde, spécialement dans les États fragiles.

En 2011 et 2012, la Commission européenne s'est engagée sur de nombreux fronts pour lutter contre la pauvreté à travers le monde : elle est intervenue dans le domaine de l'énergie², elle a contribué aux avancées pour les OMD³, elle a soutenu plusieurs pays dans leur transition vers la démocratie et elle a investi dans la sécurité alimentaire et l'agriculture⁴ pour se rapprocher d'une perspective où chaque citoyen puisse manger à sa faim et mieux faire face aux crises alimentaires.

La présente étude a été commandée par la Direction générale Développement et Coopération – EuropeAid de la Commission européenne afin d'analyser l'attitude du public européen à l'égard de la coopération au développement. Ses objectifs essentiels sont les suivants :

- ♦ mesurer les perceptions générales des citoyens européens à l'égard de l'aide européenne et comparer l'évolution de ces perceptions depuis l'étude précédente à ce sujet (en septembre 2011) ;
- ♦ analyser l'opinion des citoyens européens à l'égard de l'avenir de l'aide au développement et par rapport aux domaines et les pays où l'aide devrait être concentrée ;
- ♦ sonder l'opinion des citoyens à l'égard des entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement ;
- ♦ analyser la volonté des particuliers à agir pour aider les citoyens des pays en développement ;
- ♦ comprendre l'étendue des connaissances des citoyens sur l'affectation de l'aide au développement de leur pays et de l'UE.

Les résultats ont été analysés au niveau de l'UE dans son ensemble, ainsi que, le cas échéant, les données sur les tendances (illustrant l'évolution de l'opinion par rapport à des questions identiques

¹ Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport de 2012 :

<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2012/French2012.pdf>

² Voir le communiqué de presse sur l'initiative de la Commission « De l'énergie pour doper le développement » : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/12/372>

³ L'initiative OMD de la Commission : http://ec.europa.eu/europeaid/what/millennium-development-goals/mdg_initiative_fr.htm

⁴ Deux communications de la Commission doivent être adoptées à l'automne 2012, l'une sur le soutien au changement dans les sociétés en transition et l'autre sur la résilience.

ou similaires posées dans les études précédentes), puis au niveau national et par catégorie sociodémographique.

Cette étude Eurobaromètre a été réalisée par TNS Opinion & Social entre le 2 et le 17 juin 2012. Les enquêteurs du réseau TNS Opinion & Social ont interrogé directement 26 622 citoyens européens âgés d'au moins 15 ans (à leur domicile). La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction Générale Communication de la Commission européenne (Unité « Recherche et speechwriting »). Une note technique relative à la réalisation des interviews par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle décrit les modalités d'interview ainsi que les intervalles de confiance⁵.

L'analyse générale et les analyses sociodémographiques reposent sur les moyennes obtenues dans les 27 États membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population effective de chaque État membre.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous souhaitons remercier les personnes interrogées à travers l'Union européenne qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

⁵ Les tableaux de résultats se trouvent en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages mentionnés dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100 % lorsque le répondant peut donner plusieurs réponses à la même question.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

Impressions générales sur la politique de développement

- Pour 85%% des citoyens européens, il est important d'aider les habitants des pays en développement. Ce chiffre a très peu évolué depuis 2009, car il s'élevait à 88%.
- De façon générale, cette opinion est restée stable dans tous les pays depuis le mois de septembre 2011, les évolutions ne dépassant pas 1 à 4 points de pourcentage.
- Il est considéré que les actions de l'UE dans le domaine du commerce et de la finance sont celles qui ont l'impact le plus important sur les pays en développement (29%), avec une augmentation de 11 points de pourcentage depuis l'année dernière.
- De plus, dans 23 pays, le commerce et la finance sont les domaines les plus mentionnés pour lesquels l'action de l'UE exerce une influence sur les pays en développement.
- Les facteurs internes sont les plus susceptibles d'être perçus comme des obstacles à la réussite du développement dans les pays en développement. La corruption est citée par 53% des citoyens européens et les « mauvaises politiques » des gouvernements nationaux par 41%. Dans 18 pays, au moins la moitié des répondants désignent la corruption, les citoyens de l'UE15⁶ étant plus susceptibles de donner cette réponse que ceux des NEM12⁷.

Avis des citoyens européens sur l'avenir de l'aide au développement

- Malgré le climat économique actuel, plus de six citoyens européens sur dix estiment que l'aide aux pays en développement devrait être renforcée. Plus précisément, 49% pensent que les engagements actuels en matière d'augmentation de l'aide devraient être respectés et 12% que l'aide devrait être augmentée au-delà de ce qui a déjà été promis.
- Un glissement négatif net de l'opinion s'est par contre produit dans sept pays, où le nombre de répondants qui souhaitent une augmentation de l'aide a reculé et le nombre de ceux qui souhaitent plafonner ou réduire l'aide s'est accru, à savoir en Italie, aux Pays-Bas, en République tchèque, en Espagne, en Finlande, en Slovaquie et au Luxembourg.
- La Roumanie est le seul pays où moins de personnes aujourd'hui sont d'avis que l'aide devrait être maintenue au même niveau ou réduite et où davantage considère qu'elle devrait être augmentée.
- La plupart des citoyens européens estiment que l'UE devrait accorder en priorité l'aide aux pays dans une situation de fragilité due, par exemple, à un conflit ou à une catastrophe naturelle (61%). La majorité des répondants sont d'accord avec cette affirmation dans 25 pays.
- D'après 55% des citoyens européens, les économies émergentes ayant une croissance rapide ne devraient pas continuer à recevoir de l'aide, même si une partie de leur population vit encore dans la pauvreté, et 24% se disent même tout à fait d'accord avec cette affirmation. Les répondants sont plus susceptibles d'exprimer cette opinion dans l'UE15 que dans les NEM12 (57% contre 47%).

⁶ Les « pays de l'UE15 » sont les États ayant adhéré à l'UE avant 2004 : Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande, Suède et Royaume-Uni.

⁷ Les pays qui ont adhéré à l'UE en 2004 sont les suivants : République tchèque, Estonie, République de Chypre, Lituanie, Lettonie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovaquie. Les pays qui ont adhéré en 2007 sont les suivants : Bulgarie et Roumanie. Ils sont appelés conjointement les « NEM12 » (12 nouveaux États membres) dans le présent rapport.

- Les droits de l'homme (34%), l'éducation (33%) et la santé (32%) sont les domaines jugés les plus importants de la politique de développement.
- Les répondants de l'UE15 et des NEM12 affichent des opinions différentes : aux yeux des répondants de l'UE15, les trois principaux secteurs sont les droits de l'homme (36%), l'éducation (35%) et la santé (32%), tandis que les répondants des NEM12 accordent la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (37%), à la croissance économique (36%) et à la santé (34%).

Opinions des citoyens européens sur les entreprises privées dans les pays en développement

- Plus de huit citoyens européens sur dix (81%) estiment que les entreprises privées doivent jouer un rôle positif dans les pays en développement, notamment en créant des emplois (57%) et en contribuant à la croissance qui aidera la population à sortir de la pauvreté (42%).
- 81% des citoyens européens pensent que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement.
- Une proportion très élevée des répondants (87%) s'accordent à dire que les donateurs comme l'UE devraient s'efforcer de garantir que les entreprises privées respectent des normes sociales et éthiques dans les activités qu'elles exercent dans les pays en développement.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) locales sont perçues comme le type d'entreprises privées le plus important pour la croissance et le développement d'un pays (50%).

Engagement personnel et niveau de connaissance de l'aide au développement

- Bien que 85% des citoyens européens jugent important d'aider les populations des pays en développement, seuls 44% sont disposés à payer plus cher certains produits afin d'aider les habitants des pays en développement. Dans les pays de l'UE15, les répondants sont nettement plus susceptibles d'être prêts à payer plus (50% contre 25% dans les NEM12).
- À travers l'UE, l'acceptation de payer un prix plus élevé pour certains aliments a baissé de trois points de pourcentage depuis septembre 2011, la baisse la plus forte étant enregistrée en Grèce (11 points).
- 44% des citoyens européens ne savent pas où va l'aide au développement de leur pays, tandis que 53% affirment qu'ils ne savent absolument pas où va l'aide de l'UE.

Facteurs sociodémographiques

- Le niveau d'éducation est le paramètre démographique qui entraîne les variations les plus fréquentes de l'opinion sur l'aide au développement. Les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont, par exemple, plus susceptibles de penser qu'il est important d'aider les pays en développement, sont moins susceptibles d'affirmer que l'aide devrait être réduite et sont plus disposés à payer plus pour des aliments et d'autres produits provenant de pays en développement. Ils sont également plus susceptibles de savoir, au moins dans une certaine mesure, où va l'aide au développement de leur pays et de l'UE.
- L'opinion des répondants sur l'importance d'aider les populations des pays en développement sont souvent étroitement liées à leur opinion sur d'autres aspects du développement. Ainsi, les répondants qui pensent que l'aide est importante sont plus enclins

à déclarer que les économies émergentes devraient continuer à recevoir une aide, ils sont plus positifs quant au rôle des entreprises privées dans les pays en développement et ils accepteraient davantage de payer plus pour des aliments et d'autres produits provenant de pays en développement. Ils sont également mieux informés sur la destination de l'aide de l'UE et de leur pays.

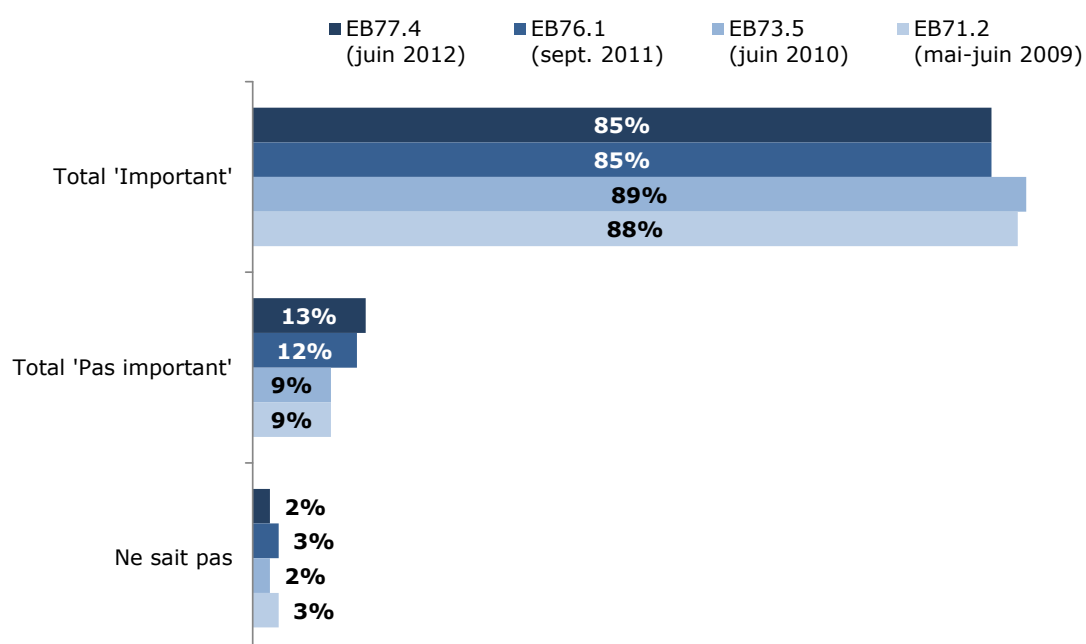
1. PERCEPTIONS GÉNÉRALES SUR LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

1.1 Importance subjective de l'aide au développement

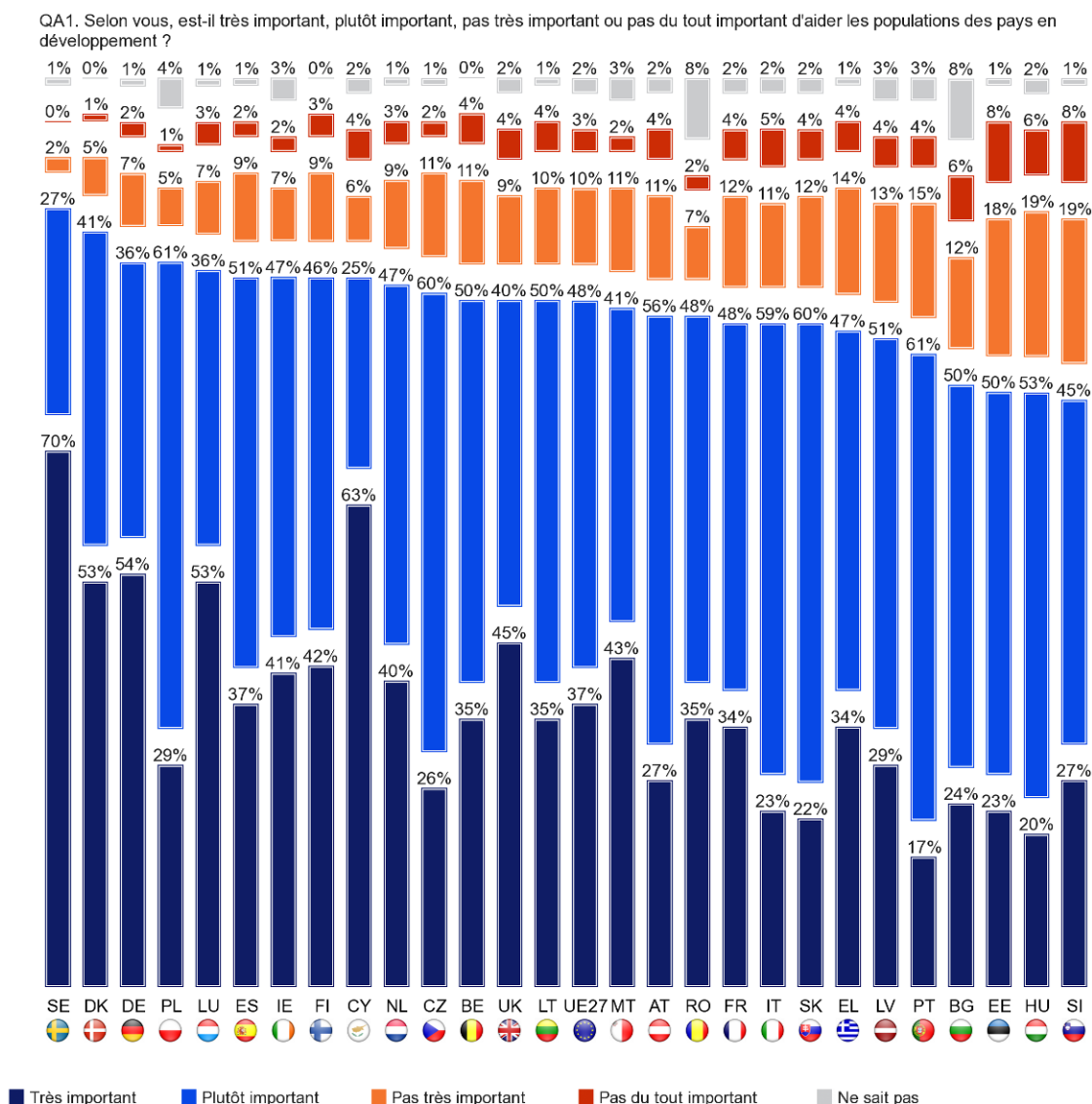
- La plupart des citoyens européens pensent qu'il est important d'aider les habitants des pays en développement -

D'après un consensus général parmi les citoyens européens, il est important d'aider les populations des pays en développement (85%). De plus, ce sentiment a peu évolué depuis mai - juin 2009 (-3 points).

QA1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en développement ? - %UE



Dans tous les pays, au moins sept répondants sur dix sont d'avis qu'il est important d'aider les pays en développement. La principale différence entre les pays réside dans le degré d'importance perçue. Ainsi, 70% des répondants affirment qu'il est très important d'aider les populations des pays en développement en Suède, contre 17% au Portugal, où les répondants ont davantage tendance à estimer qu'il est « plutôt important » d'aider les populations des pays en développement (61%).

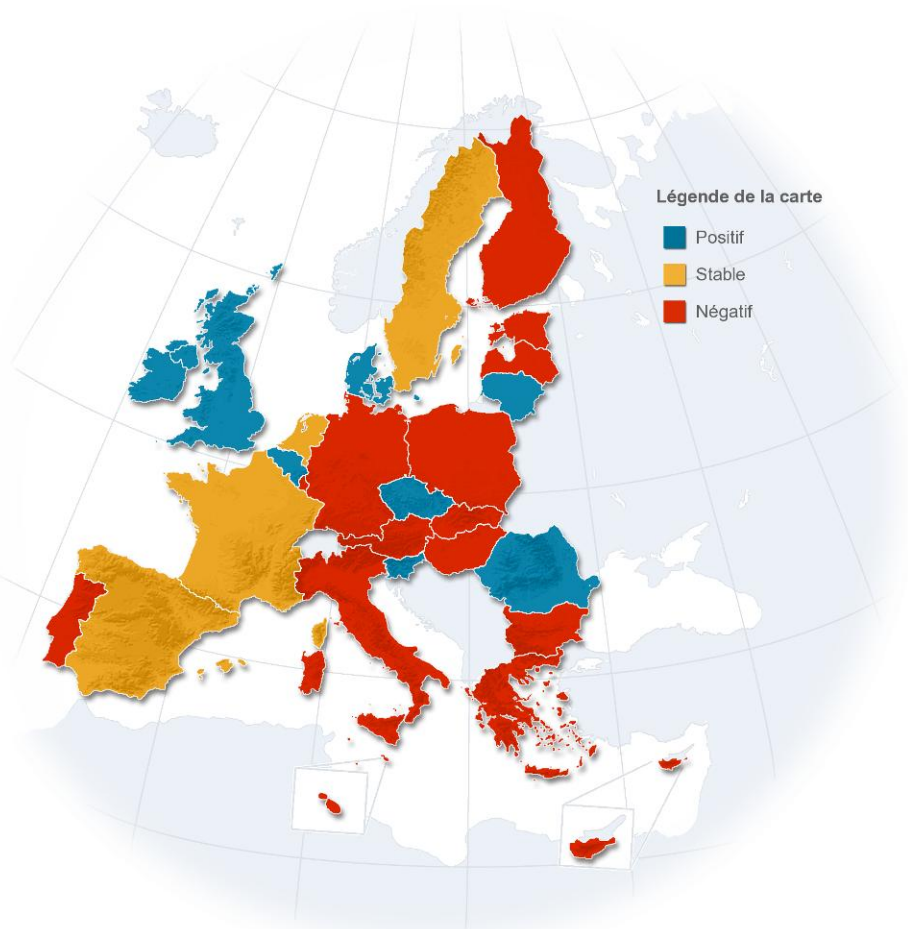


La carte ci-dessous illustre l'évolution de l'opinion depuis l'étude précédente, en septembre 2011. Un peu plus de la moitié des pays (15) ont enregistré une baisse de la proportion de répondants qui pensent qu'il est important d'aider les pays en développement, même si dans la plupart des cas, cette variation est légère (1 à 4 points). Cette diminution n'est plus prononcée qu'au Portugal (-10 points) et à Chypre (-7 points). Une augmentation significative de la proportion de répondants qui jugent important d'aider les pays en développement a été constatée seulement dans deux pays, à savoir la Lituanie et la Roumanie (+6 points dans les deux pays).

	LT	85%	+6
	RO	83%	+6
	DK	94%	+4
	UK	85%	+4
	IE	88%	+3
	CZ	86%	+3
	BE	85%	+2
	SI	72%	+1
	SE	97%	=
	ES	88%	=
	NL	87%	=
	UE27	85%	=
	FR	82%	=
	LV	80%	-1
	BG	74%	-1
	EE	73%	-1
	DE	90%	-2
	PL	90%	-2
	AT	83%	-2
	IT	82%	-2
	SK	82%	-2
	EL	81%	-2
	HU	73%	-2
	LU	89%	-3
	FI	88%	-3
	MT	84%	-4
	CY	88%	-7
	PT	78%	-10

Question: QA1. Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en développement ?

Réponses: Total 'Important'



L'analyse sociodémographique fait apparaître un consensus général selon lequel il est important d'aider les citoyens des pays en développement.

Les disparités significatives ne sont que très peu nombreuses. Plus un répondant a fait de longues études, plus il est susceptible de considérer qu'il est important d'aider les populations des pays en développement (voir tableau ci-dessous, 15 ans ou moins : 80%, 16 à 19 ans : 80%, 20 ans ou plus : 90%).

La principale différence en ce qui concerne le niveau d'éducation réside dans le degré d'importance que les répondants accordent à l'aide aux populations des pays en développement. Près de la moitié (47%) des personnes qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus jugent cette aide « très importante », contre 34% de celles qui ont arrêté leurs études entre 16 et 19 ans et 29% de celles qui ont quitté l'école avant 16 ans. Les personnes qui ont terminé leurs études avant 20 ans sont plus susceptibles d'affirmer qu'il est « plutôt important » d'aider les pays en développement (51% contre 43% chez celles qui ont poursuivi leurs études après 20 ans).

Les répondants qui se positionnent à gauche ou au centre en termes politiques sont plus enclins que les sympathisants de droite de considérer qu'il est important d'aider les pays en développement (89% et 87% contre 80%). Les répondants de gauche sont plus susceptibles que ceux se situant au centre (38%) ou à droite (30%) d'affirmer qu'il est « très important » d'aider les populations des pays en développement (46%). Les répondants de droite (50%) et du centre (49%) sont plus nombreux que ceux se situant à gauche (43%) à affirmer qu'il est « plutôt important » d'aider les populations des pays en développement.

QA1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en développement ?

	Très important	Plutôt important	Pas très important	Pas du tout important	Ne sait pas	Total 'Important'	Total 'Pas important'
UE27	37%	48%	10%	3%	2%	85%	13%
 Age de fin d'études							
15-	29%	51%	13%	5%	2%	80%	18%
16-19	34%	51%	10%	3%	2%	85%	13%
20+	47%	43%	7%	2%	1%	90%	9%
Toujours étudiant	46%	44%	7%	1%	2%	90%	8%
 Echelle Gauche-Droite							
(1-4) Gauche	46%	43%	8%	2%	1%	89%	10%
(5-6) Centre	38%	49%	9%	2%	2%	87%	11%
(7-10) Droite	30%	50%	13%	5%	2%	80%	18%

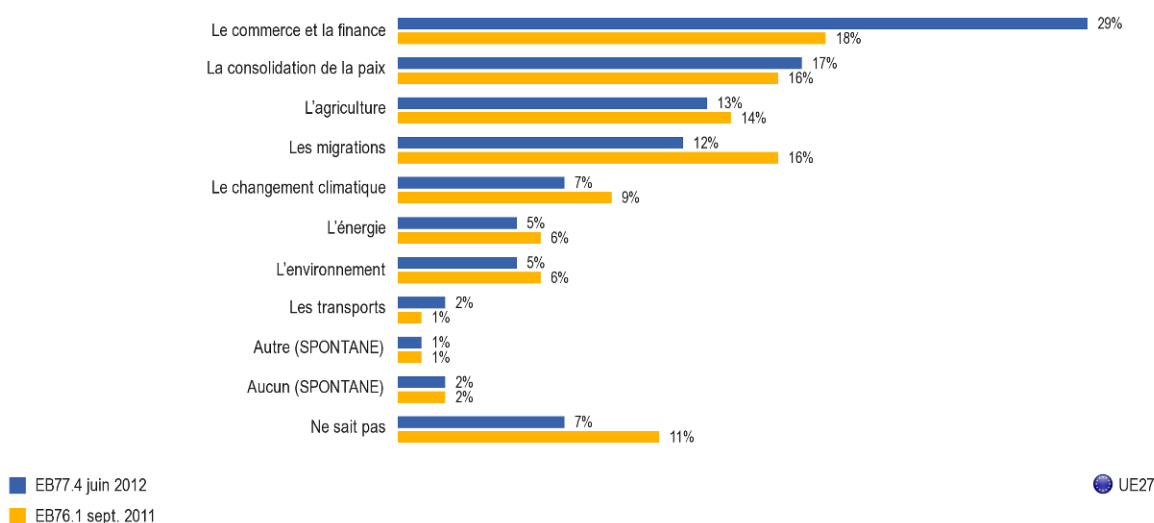
1.2 Impact des politiques européennes sur les pays en développement

- Les politiques de l'UE en matière de commerce et de finance auraient l'impact le plus important sur les pays en développement -

Les répondants ont été invités à identifier les politiques de l'UE qui, en dehors de l'aide au développement, ont l'impact le plus important sur les pays en développement. Trois sur dix (29%) ont désigné le commerce et la finance, ce qui représente une fraction nettement plus élevée que les réponses suivantes les plus fréquentes, qui sont la consolidation de la paix (17%) et l'agriculture (13%).

Les répondants citent plus souvent le commerce et la finance qu'ils ne l'avaient fait en septembre 2011, où ce chiffre était de 18%, soit 11 points de pourcentage en moins.

QA3. Mis à part l'aide au développement, dans quel domaine pensez-vous que les actions de l'Union Européenne ont l'impact le plus important sur les pays en développement ?



À travers l'UE, le commerce et la finance et la consolidation de la paix sont les deux domaines politiques identifiés par le plus grand nombre de répondants comme ceux sur lesquels l'action de l'UE exerce l'influence la plus sensible dans les pays en développement. Dans 23 pays, le commerce et la finance sont les domaines le plus cités, tandis que dans quatre autres États membres, la consolidation de la paix arrive en première position (32% en Finlande, 27% au Portugal, 25% en Bulgarie et 24% au Luxembourg).

Il est intéressant d'observer que les proportions de répondants désignant le commerce et la finance et la consolidation de la paix fluctuent très fortement d'un pays à l'autre. Plus de quatre répondants sur dix (42%) mentionnent le commerce et la finance aux Pays-Bas, contre 20% à Malte et en Lituanie. Près d'un tiers des répondants (32%) citent la consolidation de la paix en Finlande, contre à peine un sur dix au Royaume-Uni.

QA3 Mis à part l'aide au développement, dans quel domaine pensez-vous que les actions de l'Union Européenne ont l'impact le plus important sur les pays en développement ?

		Le commerce et la finance	La consolidation de la paix	L'agriculture	Les migrations	Le changement climatique	L'énergie	L'environnement	Les transports	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
	UE27	29%	17%	13%	12%	7%	5%	5%	2%	1%	2%	7%
	BE	27%	20%	17%	11%	7%	7%	5%	3%	0%	1%	2%
	BG	22%	25%	11%	7%	3%	9%	4%	2%	1%	1%	15%
	CZ	34%	19%	13%	9%	3%	5%	9%	2%	0%	2%	4%
	DK	37%	17%	16%	10%	10%	2%	3%	1%	0%	1%	3%
	DE	30%	13%	15%	11%	14%	3%	7%	1%	0%	1%	5%
	EE	27%	24%	12%	11%	3%	4%	5%	1%	2%	4%	7%
	IE	34%	18%	16%	6%	4%	3%	5%	2%	1%	1%	10%
	EL	29%	19%	7%	20%	2%	8%	5%	2%	0%	4%	4%
	ES	33%	20%	10%	15%	3%	4%	3%	0%	1%	3%	8%
	FR	26%	24%	16%	12%	5%	5%	4%	2%	0%	1%	5%
	IT	32%	15%	6%	17%	7%	7%	5%	2%	1%	3%	5%
	CY	30%	19%	4%	21%	4%	6%	5%	1%	0%	2%	8%
	LV	25%	14%	15%	19%	3%	6%	4%	2%	1%	2%	9%
	LT	20%	19%	13%	17%	4%	13%	3%	1%	1%	1%	8%
	LU	24%	24%	12%	14%	6%	3%	6%	2%	3%	2%	4%
	HU	35%	18%	16%	8%	3%	9%	5%	1%	1%	2%	2%
	MT	20%	17%	8%	21%	4%	12%	4%	1%	0%	0%	13%
	NL	42%	17%	15%	6%	5%	4%	3%	2%	2%	2%	2%
	AT	21%	15%	14%	15%	7%	9%	7%	3%	2%	4%	3%
	PL	26%	14%	17%	9%	4%	7%	7%	4%	0%	2%	10%
	PT	26%	27%	12%	5%	1%	4%	3%	2%	1%	3%	16%
	RO	25%	13%	18%	13%	3%	5%	6%	2%	1%	1%	13%
	SI	34%	23%	9%	8%	5%	6%	5%	3%	3%	2%	2%
	SK	29%	18%	17%	9%	5%	7%	6%	2%	1%	2%	4%
	FI	26%	32%	14%	5%	8%	4%	8%	0%	2%	0%	1%
	SE	32%	19%	14%	4%	13%	3%	8%	2%	2%	0%	3%
	UK	28%	10%	12%	14%	7%	3%	6%	2%	0%	4%	14%

Pourcentage le plus élevé par

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

Seules quelques différences sociodémographiques peuvent être signalées. Les répondants âgés de 55 ans et plus sont les moins susceptibles de penser que le commerce et la finance ont un impact important sur les pays en développement (25% contre 31 à 33% dans les tranches d'âge inférieures). D'autre part, plus un répondant a effectué de longues études, plus il a tendance à citer le commerce et la finance (15 ans ou moins : 25%, 20 ans ou plus : 33%).

1.3 Obstacles à la réussite du développement

- La corruption est perçue comme le principal obstacle au développement dans les pays en développement -

Un peu plus de la moitié (53%) des Européens considèrent que la corruption est le principal obstacle à la réussite du développement. Plus de quatre sur dix (41%) accusent les « mauvaises politiques » des gouvernements des pays en développement. Ces deux facteurs sont étroitement liés à une problématique nationale, par opposition aux domaines pour lesquels des paramètres extérieurs jouent un rôle notable. L'exploitation étrangère des ressources minières et naturelles, un domaine exposé à une influence extérieure, est par exemple citée par 19% des répondants.

QA5. Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ?



(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

Les répondants résidant dans les pays de l'UE15 sont plus susceptibles de désigner la corruption (55% contre 48% dans les NEM12), les conflits (35% contre 28%), l'exploitation étrangère des ressources (20% contre 13%) et le manque d'infrastructure (20% contre 15%) parmi les principaux obstacles à la réussite du développement.

Dans les NEM12, les répondants sont quant à eux plus susceptibles d'évoquer le manque de ressources financières (31% contre 25% dans l'UE15) et les catastrophes naturelles (20% contre 15%).

Ainsi que les résultats précités permettent de le déduire, les répondants dans 22 États membres de l'UE sont plus susceptibles de considérer que la corruption est le principal obstacle à la réussite du développement dans les pays en développement. En fait, au moins la moitié des répondants qualifient la corruption d'obstacle dans 18 pays, et cette proportion atteint au moins sept sur dix dans quatre pays (Danemark, Suède, Luxembourg et Pays-Bas).

À l'échelle de l'UE, les proportions maximale et minimale sont toutefois éloignées de 43 points de pourcentage : 74% des répondants citent la corruption au Danemark, contre 31% en Autriche.

Les résultats montrent également une variation substantielle au niveau de l'UE pour ce qui est des « mauvaises politiques » des gouvernements et des conflits, avec un écart de 34 points entre les pourcentages le plus haut et le plus bas dans les deux cas.

QA5 Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ?

	La corruption	Les mauvaises politiques des gouvernements des pays en développement	Des conflits	Le manque de ressources financières	Les mauvaises politiques des gouvernements et organisations qui aident les pays en développement	L'exploitation étrangère abusive des ressources minières et naturelles	Le manque d'infrastructure	Les catastrophes naturelles	Le manque de ressources naturelles	L'exploitation nationale abusive des ressources minières et naturelles	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
UE27	53%	41%	33%	26%	24%	19%	19%	16%	10%	9%	0%	1%	3%
BE	60%	46%	42%	26%	22%	18%	21%	17%	7%	8%	0%	0%	0%
BG	50%	50%	27%	29%	23%	17%	14%	24%	8%	7%	0%	0%	6%
CZ	40%	44%	31%	38%	22%	16%	19%	22%	11%	8%	0%	1%	1%
DK	74%	55%	43%	32%	19%	14%	22%	12%	5%	8%	0%	0%	1%
DE	63%	44%	29%	25%	22%	31%	24%	18%	8%	13%	0%	0%	1%
EE	42%	40%	36%	32%	14%	16%	18%	18%	6%	7%	2%	2%	4%
IE	56%	44%	21%	26%	24%	15%	22%	18%	15%	6%	2%	0%	6%
EL	52%	40%	26%	23%	37%	18%	33%	16%	12%	11%	1%	0%	1%
ES	59%	39%	31%	24%	31%	13%	16%	11%	10%	7%	0%	0%	3%
FR	53%	48%	48%	27%	25%	21%	18%	14%	9%	7%	0%	0%	1%
IT	41%	30%	30%	28%	32%	20%	18%	12%	11%	14%	1%	1%	2%
CY	58%	64%	31%	29%	30%	17%	21%	16%	9%	10%	0%	0%	1%
LV	51%	34%	34%	32%	27%	7%	14%	16%	7%	4%	1%	0%	4%
LT	55%	35%	32%	32%	21%	5%	7%	20%	11%	3%	1%	1%	5%
LU	71%	52%	28%	15%	22%	24%	16%	12%	5%	9%	2%	0%	2%
HU	42%	35%	23%	44%	21%	20%	26%	18%	14%	11%	1%	0%	1%
MT	58%	56%	16%	24%	14%	15%	11%	17%	14%	11%	1%	0%	4%
NL	71%	56%	41%	19%	26%	21%	20%	13%	7%	5%	1%	0%	1%
AT	31%	44%	31%	32%	20%	28%	32%	33%	18%	16%	1%	0%	1%
PL	42%	35%	33%	24%	21%	9%	10%	24%	8%	8%	0%	0%	7%
PT	48%	35%	30%	21%	24%	8%	14%	10%	14%	9%	0%	1%	8%
RO	61%	47%	17%	31%	18%	16%	20%	12%	10%	7%	0%	0%	8%
SI	66%	42%	23%	37%	28%	21%	13%	12%	8%	8%	0%	0%	0%
SK	45%	45%	34%	37%	23%	14%	18%	29%	11%	8%	0%	0%	1%
FI	37%	41%	37%	32%	19%	36%	24%	20%	12%	9%	0%	0%	1%
SE	74%	52%	50%	16%	17%	29%	24%	8%	3%	8%	1%	0%	1%
UK	54%	34%	35%	23%	20%	12%	17%	18%	11%	5%	1%	1%	8%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

L'analyse sociodémographique révèle que les personnes âgées de 15 à 24 ans sont les moins susceptibles de percevoir la corruption comme un obstacle (47% contre 52 à 56% pour les tranches d'âge supérieures). Les répondants qui ont poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou plus ont davantage tendance que ceux qui les ont arrêtées plus tôt à placer la corruption (60% contre 51 à 52%) et l'exploitation étrangère des ressources (24% contre 14 à 18%) en tête des obstacles.

Les personnes qui ont quitté l'école à 15 ans ou plus tôt sont moins susceptibles de désigner les « mauvaises politiques » des gouvernements des pays en développement (36% contre 41 à 45%) et les conflits (28% contre 37%) par rapport à celles qui ont étudié plus longtemps.

Les personnes au foyer présentent la plus faible probabilité de penser aux « mauvaises politiques » des gouvernements locaux, surtout par rapport aux cadres (35% contre 45%). Les cadres sont également beaucoup plus enclins que les membres d'autres catégories professionnelles à mentionner la corruption (64%) et l'exploitation étrangère des ressources (27%).

Les répondants qui estiment important d'aider les pays en développement sont plus enclins à considérer que les mauvaises politiques des gouvernements locaux sont un obstacle au développement (42% contre 35% de ceux pour lesquels ce n'est pas important). Un schéma similaire se dessine pour le manque de ressources financières (27% contre 21%).

QA5 Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ?

	La corruption	Les mauvaises politiques des gouvernements des pays en développement	Des conflits	Le manque de ressources financières	Les mauvaises politiques des gouvernements et organisations qui aident les pays en développement	L'exploitation étrangère abusive des ressources minières et naturelles	Le manque d'infrastructure	Les catastrophes naturelles	Le manque de ressources naturelles	L'exploitation nationale abusive des ressources minières et naturelles
UE27	53%	41%	33%	26%	24%	19%	19%	16%	10%	9%
 Age										
15-24	47%	38%	36%	33%	22%	18%	19%	17%	14%	9%
25-39	52%	40%	33%	28%	26%	18%	20%	15%	10%	8%
40-54	56%	42%	36%	25%	26%	19%	19%	15%	9%	10%
55 +	55%	41%	30%	23%	23%	19%	18%	17%	9%	9%
 Age de fin d'études										
15-	51%	36%	28%	25%	24%	14%	16%	19%	10%	9%
16-19	52%	41%	33%	28%	24%	18%	18%	17%	10%	9%
20+	60%	45%	37%	23%	26%	24%	21%	12%	7%	9%
Toujours étudiant	50%	39%	37%	31%	23%	20%	23%	17%	14%	9%
 Echelle d'occupation du répondant										
Indépendants	57%	44%	36%	25%	27%	19%	20%	13%	9%	8%
Cadres	64%	45%	38%	21%	25%	27%	21%	12%	7%	9%
Autres employés	53%	42%	34%	28%	26%	18%	20%	15%	8%	11%
Ouvriers	51%	41%	33%	30%	24%	17%	19%	16%	10%	8%
Hommes/ femmes au foyer	48%	35%	31%	25%	23%	18%	16%	17%	13%	9%
Chômeurs	51%	39%	32%	27%	27%	17%	18%	17%	10%	7%
Retraités	55%	40%	31%	23%	23%	18%	17%	18%	9%	9%
Etudiants	50%	39%	37%	31%	23%	20%	23%	17%	14%	9%
Aider les pays en développement										
Important	54%	42%	34%	27%	25%	19%	20%	17%	10%	9%
Pas important	54%	35%	31%	21%	26%	15%	16%	14%	8%	7%

2. OPINION DES CITOYENS EUROPÉENS SUR L'AVENIR DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

2.1 Attitudes à l'égard des promesses d'aide de l'UE au vu de la situation économique actuelle

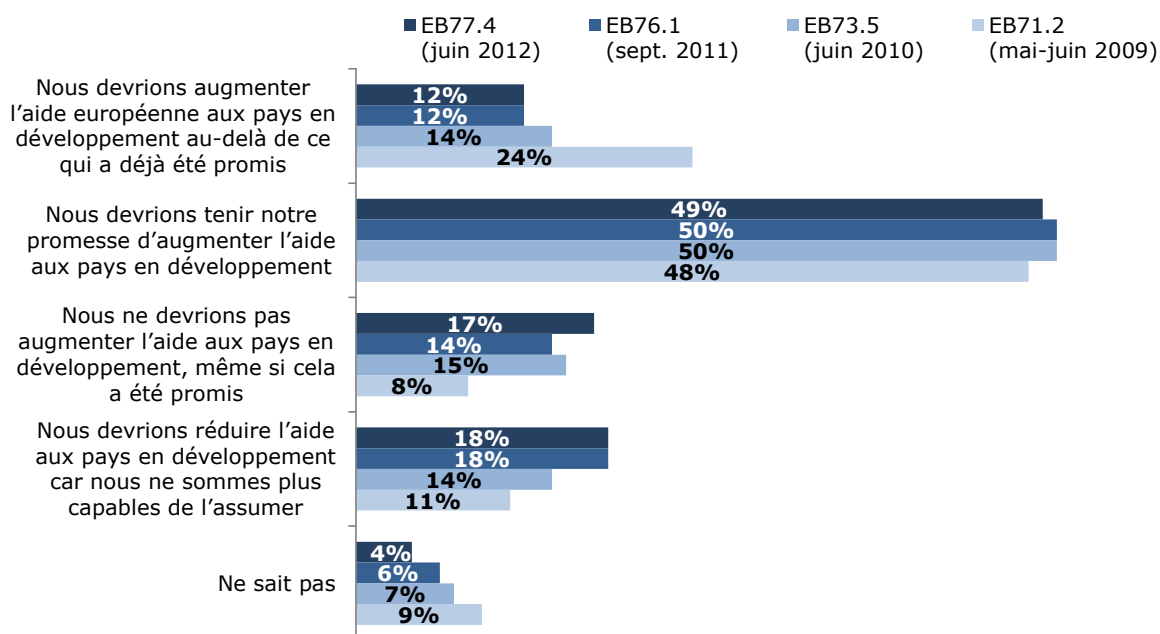
- Plus de six Européens sur dix pensent que l'aide aux pays en développement devrait être augmentée -

Six Européens sur dix pensent que l'aide aux pays en développement devrait être augmentée dans une certaine mesure. La moitié des répondants (49%) sont d'avis que l'UE devrait tenir sa promesse d'augmenter l'aide aux pays en développement, et 12% que l'aide devrait être augmentée au-delà de ce qui a été promis⁸. À l'inverse, près d'un sur cinq (18%) pense que l'aide devrait être réduite car elle ne peut plus être assumée.

Les résultats n'ont pas considérablement évolué depuis l'étude précédente, en septembre 2011, bien que la proportion de personnes qui estiment la promesse d'augmentation de l'aide ne devrait pas être tenue a légèrement augmenté (+3 points de pourcentage).

L'évolution est plus nette si l'on compare les résultats à ceux de mai - juin 2009 : seuls 11% des répondants considéraient alors que l'aide devait être réduite et près d'un quart estimaient qu'elle devait être augmentée au-delà des promesses qui avaient déjà été faites.

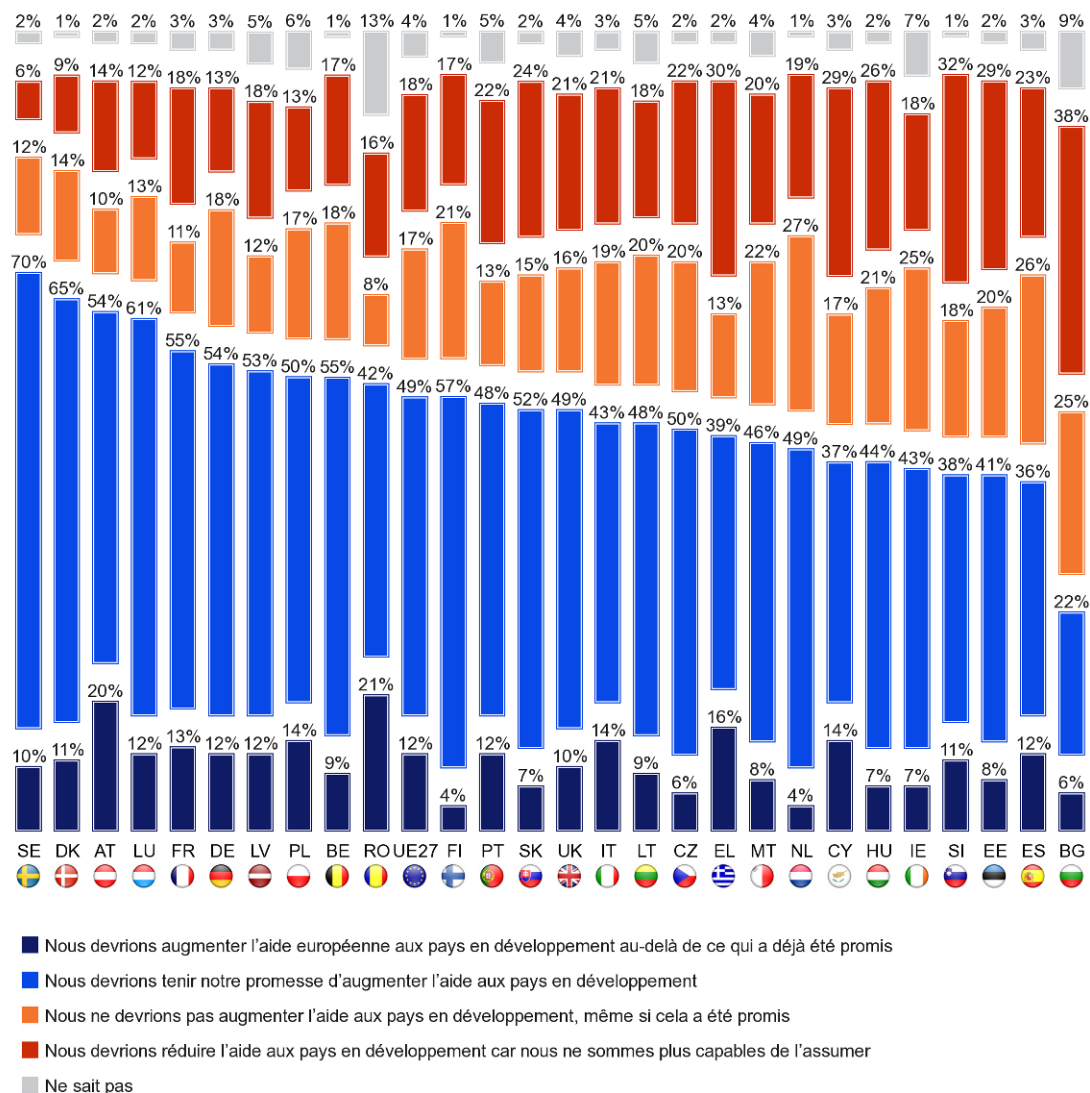
QA2 L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ? - %UE



⁸ Certains États membres de l'UE se sont engagés à hisser l'aide publique au développement (APD) à 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) d'ici à 2015. Les objectifs individuels ont été fixés à 0,7 % d'APD/RNB pour l'UE15 et à 0,33 % du RNB pour les NEM12.

Au moins trois répondants sur dix pensent que l'aide devrait être réduite dans la conjoncture actuelle en Bulgarie (38%), en Slovaquie (32%) et en Grèce (30%). Un sur cinq affirme en revanche que l'aide aux pays en développement devrait plutôt être augmentée au-delà de ce qui a été promis en Roumanie (21%) et en Autriche (20%).

QA2. L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?



Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution de l'opinion des répondants dans chaque pays depuis l'étude de septembre 2011. La plupart des changements sont superficiels, avec une amplitude inférieure à 5 points de pourcentage, mais certains glissements plus marqués se sont produits.

L'évolution la plus prononcée, toutes réponses confondues, peut être observée en Slovaquie, où les répondants sont aujourd'hui moins susceptibles de penser que la promesse de l'UE d'augmenter l'aide devrait être respectée (-11 points). En Roumanie, les répondants se montrent désormais plus enclins à considérer que l'aide devrait être accrue au-delà du niveau promis (+10 points) ou que l'augmentation promise de l'aide devrait être mise en œuvre (+7). À Chypre, les répondants ont à présent davantage tendance à penser que l'aide devrait être augmentée au-delà de ce qui a été promis (+7), tandis qu'en Belgique, ils ont davantage tendance à déclarer que l'UE devrait tenir ses promesses d'augmentation de l'aide (+6).

Un glissement négatif clair de l'opinion est intervenu dans sept pays : en Italie, aux Pays-Bas, en République tchèque, en Espagne, en Finlande, en Slovaquie et au Luxembourg, où la proportion de personnes appelant à une augmentation de l'aide a baissé (colonnes 1 et 2 du tableau ci-dessous) et la proportion souhaitant un plafonnement ou une réduction de l'aide (colonnes 3 et 4) s'est accrue.

La Roumanie est le seul pays affichant une tendance opposée : la proportion de répondants qui estiment que l'aide devrait être augmentée au-delà des promesses données s'y est accrue de 10 points, et en même temps, la proportion qui pensent que l'aide ne devrait pas être augmentée s'est affaiblie de 5 points, de même que la proportion de répondants pour qui l'aide devrait être réduite.

QA2 L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

+ évolution par rapport à septembre 2011 (EB76.1)

		Nous devrions augmenter l'aide européenne aux pays en développement au-delà de ce qui a déjà été promis		Nous devrions tenir notre promesse d'augmenter l'aide aux pays en développement		Nous ne devrions pas augmenter l'aide aux pays en développement, même si cela a été promis		Nous devrions réduire l'aide aux pays en développement car nous ne sommes plus capables de l'assumer		Ne sait pas	
	UE27	12%	=	49%	-1	17%	+3	18%	=	4%	-2
	RO	21%	+10	42%	+7	8%	-5	16%	-5	13%	-7
	CY	14%	+7	37%	-3	17%	-5	29%	+1	3%	=
	LT	9%	+4	48%	+3	20%	+4	18%	-10	5%	-1
	BG	6%	+3	22%	-8	25%	=	38%	+8	9%	-3
	EL	16%	+3	39%	-8	13%	=	30%	+6	2%	-1
	PT	12%	+3	48%	-2	13%	-4	22%	+8	5%	-5
	SI	11%	+3	38%	-11	18%	+4	32%	+7	1%	-3
	EE	8%	+2	41%	-7	20%	=	29%	+8	2%	-3
	LV	12%	+2	53%	-1	12%	+1	18%	-3	5%	+1
	IE	7%	+1	43%	=	25%	+2	18%	-4	7%	+1
	HU	7%	+1	44%	+1	21%	-2	26%	+2	2%	-2
	MT	8%	+1	46%	+1	22%	+4	20%	=	4%	-6
	UK	10%	+1	49%	+3	16%	+2	21%	-6	4%	=
	DE	12%	=	54%	-1	18%	+2	13%	+1	3%	-2
	FR	13%	=	55%	-2	11%	+4	18%	-1	3%	-1
	PL	14%	=	50%	-1	17%	+2	13%	+4	6%	-5
	LU	12%	-1	61%	-6	13%	+5	12%	+3	2%	-1
	SK	7%	-1	52%	-4	15%	+1	24%	+5	2%	-1
	FI	4%	-1	57%	-8	21%	+6	17%	+4	1%	-1
	ES	12%	-2	36%	-5	26%	+9	23%	+2	3%	-4
	SE	10%	-2	70%	+3	12%	+2	6%	-2	2%	-1
	BE	9%	-3	55%	+6	18%	-1	17%	-2	1%	=
	CZ	6%	-3	50%	-1	20%	+4	22%	+1	2%	-1
	DK	11%	-3	65%	+5	14%	+4	9%	-6	1%	=
	IT	14%	-3	43%	-4	19%	+7	21%	+5	3%	-5
	NL	4%	-4	49%	-3	27%	+6	19%	+3	1%	-2
	AT	20%	-5	54%	+2	10%	+1	14%	+3	2%	-1

Il ressort de l'analyse sociodémographique que moins un répondant a fait de longues études, plus il est susceptible d'affirmer que l'aide aux pays en développement devrait être réduite (études terminées à 15 ans ou moins : 28%, de 16 à 19 ans : 20%, à 20 ans ou plus : 11%). De plus, les répondants ayant suivi les études les moins longues sont également les moins enclins à considérer que l'UE devrait honorer sa promesse d'augmentation de l'aide au développement (études terminées à 15 ans ou moins : 39%, de 16 à 19 ans : 47%, à 20 ans ou plus : 57%). Les cadres et les étudiants présentent une probabilité supérieure aux autres catégories professionnelles d'estimer que la promesse d'augmentation de l'aide devrait être tenue (respectivement, 58% et 55%).

QA2 L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

	Nous devrions tenir notre promesse d'augmenter l'aide aux pays en développement	Nous devrions réduire l'aide aux pays en développement car nous ne sommes plus capables de l'assumer	Nous ne devrions pas augmenter l'aide aux pays en développement, même si cela a été promis	Nous devrions augmenter l'aide européenne aux pays en développement au-delà de ce qui a déjà été promis	Ne sait pas
UE27	49%	18%	17%	12%	4%
 Age de fin d'études					
15-	39%	28%	19%	9%	5%
16-19	47%	20%	18%	11%	4%
20+	57%	11%	15%	14%	3%
Toujours étudiant	55%	11%	16%	14%	4%
 Echelle d'occupation du répondant					
Indépendants	49%	18%	18%	12%	3%
Cadres	58%	12%	15%	12%	3%
Autres employés	50%	17%	18%	13%	2%
Ouvriers	48%	19%	17%	12%	4%
Hommes/ femmes au foyer	44%	22%	19%	10%	5%
Chômeurs	41%	24%	17%	15%	3%
Retraités	47%	21%	17%	10%	5%
Etudiants	55%	11%	16%	14%	4%

2.2 Aide de l'UE aux pays en développement en situation de fragilité

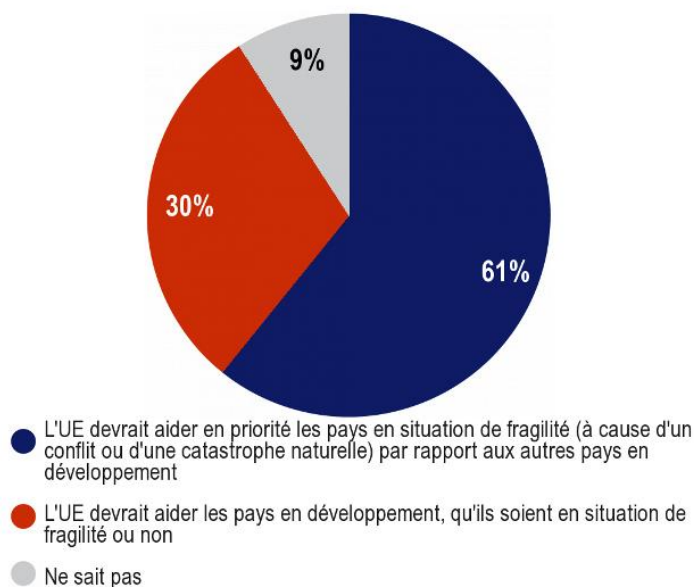
- Plus de six Européens sur dix pensent que l'UE devrait aider en priorité les pays en développement en situation de fragilité -

Les répondants ont été invités à sélectionner l'affirmation qui correspondait le mieux à leur opinion entre les deux suivantes :

- L'UE devrait aider en priorité les pays en situation de fragilité (à cause d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle) par rapport aux autres pays en développement
- L'UE devrait aider les pays en développement, qu'ils soient en situation de fragilité ou non

La plupart des citoyens européens sont d'avis que l'UE devrait accorder la priorité aux pays en situation de fragilité (61%) plutôt qu'aider simplement tous les pays en développement.

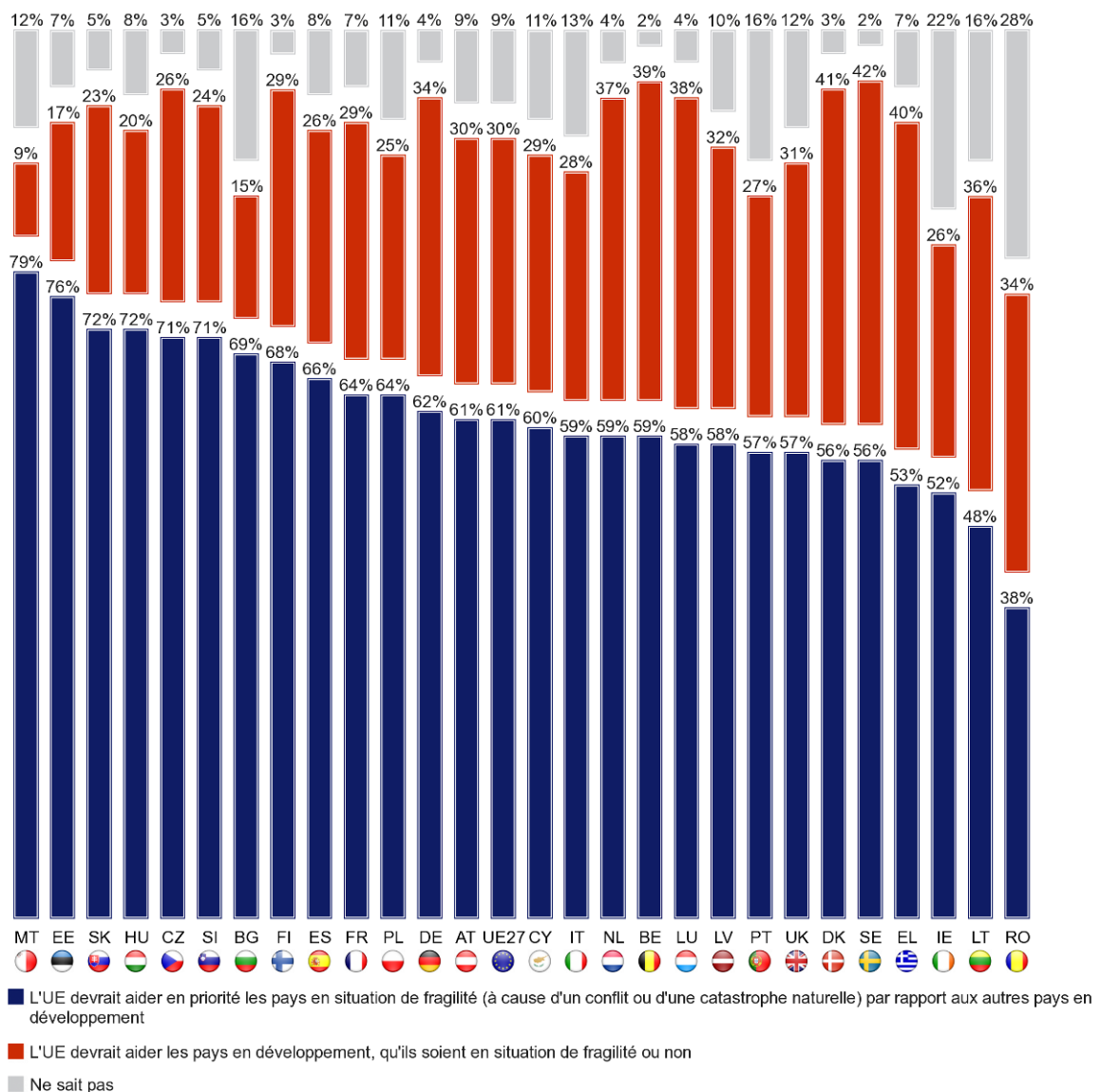
QA12. Laquelle des deux affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion sur l'aide de l'UE aux pays en développement ?



Des divergences importantes de l'opinion peuvent être constatées à travers l'UE. Même si, dans la quasi-totalité des États membres (25/27), au moins la moitié des répondants estiment que les pays en situation de fragilité devraient être aidés en priorité, les proportions varient, de 38% en Roumanie et 48% en Lituanie à 76% en Estonie et 79% à Malte.

Les répondants sont les plus susceptibles de considérer qu'une aide devrait être allouée aux pays en développement quelle que soit leur situation en Suède, au Danemark et en Grèce (respectivement, 42%, 41% et 40%).

QA12. Laquelle des deux affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion sur l'aide de l'UE aux pays en développement ?



L'analyse sociodémographique ne met en lumière aucune différence significative.

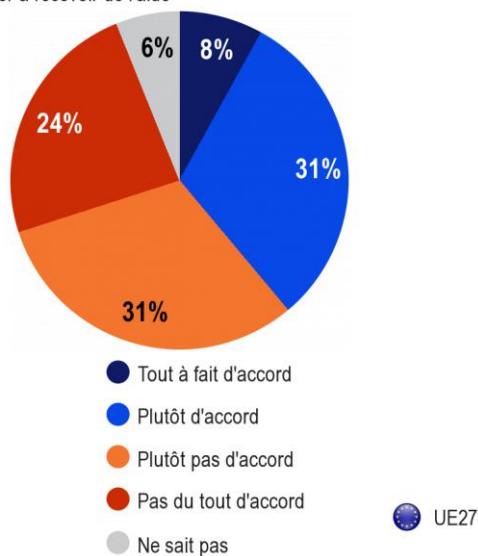
2.3 Aide au développement en faveur des pays émergents

- Plus de la moitié des Européens pensent que les économies émergentes à croissance rapide ne devraient pas continuer à recevoir de l'aide -

Dans le droit fil de l'opinion majoritaire selon laquelle l'aide devrait être accordée en priorité aux pays en situation de fragilité, plus de la moitié des répondants (55%) sont également d'avis que les économies émergentes ne devraient pas continuer à recevoir de l'aide. Un quart (24%) n'est même pas du tout d'accord avec l'idée selon laquelle ces pays devraient continuer à bénéficier d'une aide.

QA6.1. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les économies émergentes (comme la Chine, l'Inde et le Brésil) qui ont une croissance rapide mais dont une partie de la population vit dans la pauvreté devraient continuer à recevoir de l'aide

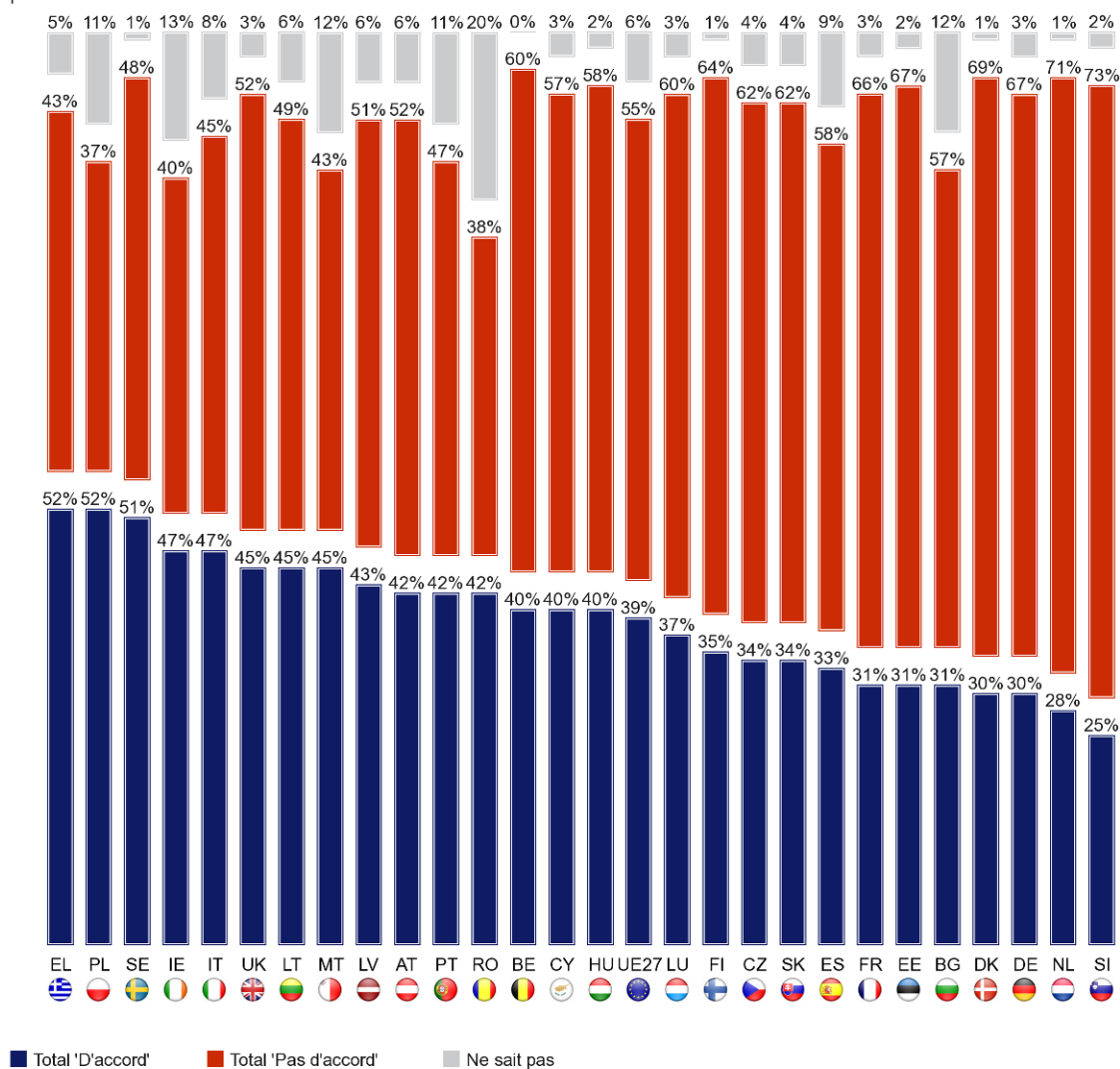


Les répondants des pays de l'UE15 sont plus susceptibles de penser que les économies émergentes ne devraient plus recevoir de l'aide par rapport aux répondants des NEM12 (57% contre 47%).

Dans 18 pays, une majorité de répondants estiment que les économies émergentes ne devraient pas continuer à recevoir une aide. En fait, la Grèce (52%), la Pologne (52%) et la Suède (51%) sont les seuls pays où une légère majorité de répondants pensent que les économies émergentes devraient encore bénéficier d'une aide. Une majorité relative considère également que les économies émergentes devraient continuer à recevoir une aide dans quelques pays : l'Irlande et l'Italie (toutes deux 47%), Malte (45%) et la Roumanie (42%). Il mérite en outre d'être épinglé qu'un répondant sur cinq n'a pas exprimé d'opinion en Roumanie.

QA6.1. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les économies émergentes (comme la Chine, l'Inde et le Brésil) qui ont une croissance rapide mais dont une partie de la population vit dans la pauvreté devraient continuer à recevoir de l'aide



L'analyse sociodémographique fait apparaître que les jeunes générations sont plus favorables à l'octroi d'une aide aux économies émergentes. Une tendance claire se dessine à travers les tranches d'âge : à mesure que l'âge augmente, la proportion de personnes qui approuvent le fait que les économies émergentes continuent à recevoir une aide s'amenuise. Ainsi, 51% des répondants de 15 à 24 ans sont d'accord, pour 41% des 25 à 39 ans et 33% à partir de 55 ans.

Les étudiants sont également plus enclins à être favorables au fait que les économies émergentes continuent à recevoir une aide par rapport aux personnes qui ont terminé leurs études. Un peu plus de la moitié d'entre eux (51%) plaident pour que les économies émergentes reçoivent encore une aide, contre 33% des personnes qui ont quitté l'école à 15 ans ou plus jeunes, 38% de celles qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans et 40% de celles qui ont étudié au moins jusqu'à 20 ans.

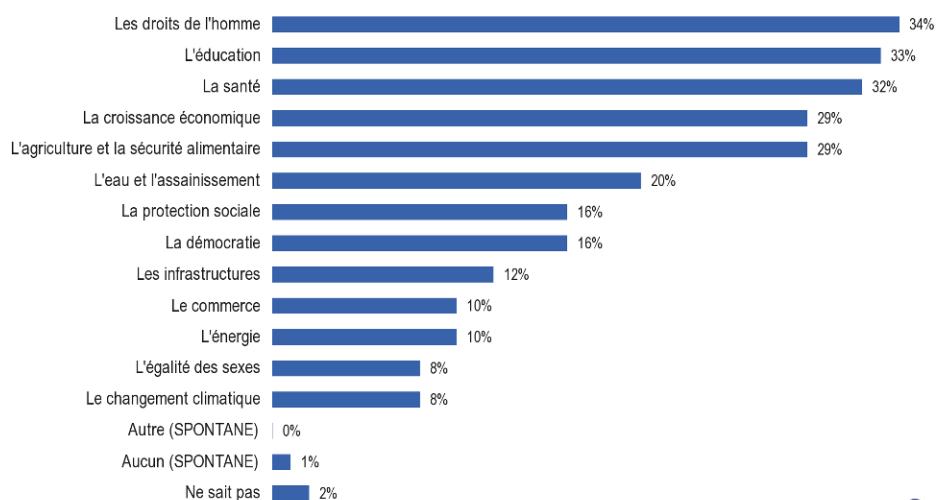
Les répondants qui jugent important d'aider les populations des pays en développement sont nettement plus susceptibles d'affirmer que les économies émergentes devraient continuer à recevoir une aide par rapport à ceux qui ne pensent pas que cela soit important (43% contre 16%). Les répondants qui affirment ne pas du tout savoir où va l'aide de l'UE sont beaucoup moins susceptibles d'accepter que les économies émergentes continuent à recevoir une aide (33%) par rapport à ceux qui en savent un peu (45%) ou beaucoup (57%) sur la destination de l'aide de l'UE.

2.4 Secteurs auxquels la politique de développement devrait accorder une priorité

- Les droits de l'homme, l'éducation et la santé sont les domaines jugés les plus importants pour la politique de développement -

Il a été demandé aux répondants d'indiquer les secteurs sur lesquels, à leur avis, la politique de développement devrait mettre l'accent. Les droits de l'homme, l'éducation et la santé occupent les trois premiers rangs. Environ trois répondants sur dix (29%) considèrent également que la croissance économique, l'agriculture et la sécurité alimentaire sont des secteurs importants.

QA4. Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?



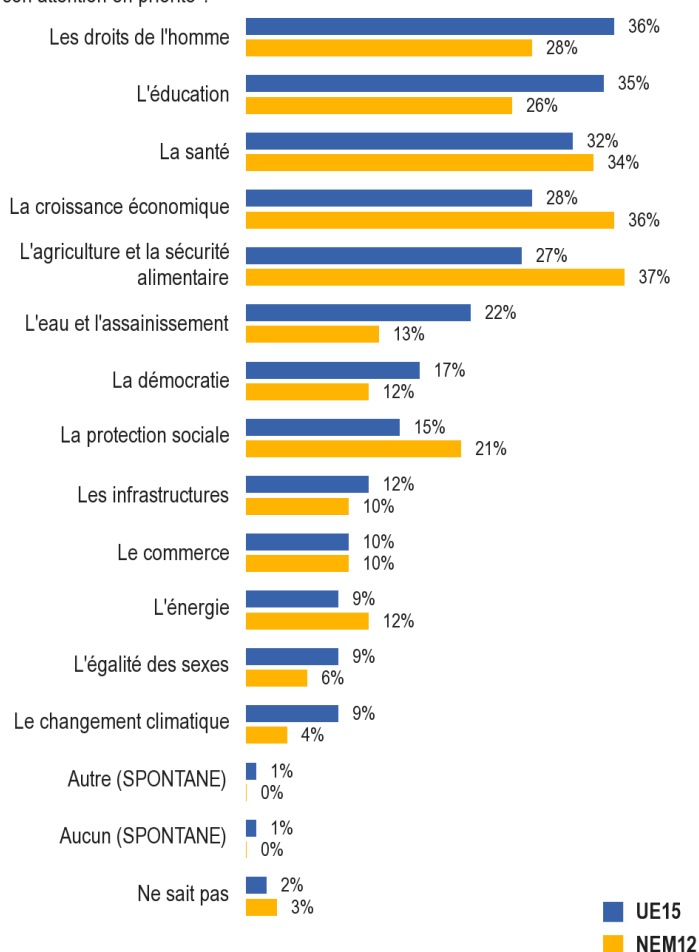
UE27

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

Les opinions divergent entre les pays de l'UE15 et les NEM12. Aux yeux des répondants de l'UE15, les trois principaux secteurs sont les droits de l'homme (36%), l'éducation (35%) et la santé (32%), tandis que les répondants des NEM12 classent pour leur part l'agriculture et la sécurité alimentaire (37%), la croissance économique (36%) et la santé (34%) aux trois premières places des secteurs que la politique de développement devrait traiter en priorité.

Les droits de l'homme sont jugés plus importants par les répondants des pays de l'UE15 (36% contre 28%), de même que l'eau et l'assainissement (22% contre 13%) et l'éducation (35% contre 26%). L'agriculture et la sécurité alimentaire revêtent une plus grande importance pour les répondants des NEM12 (37% contre 27%), de même que la protection sociale (21% contre 15%) et la croissance économique (36% contre 28%).

QA4. Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?



(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

Les opinions sont très diverses à travers l'UE quant aux secteurs qui devraient constituer la priorité des politiques de développement. Aucun secteur ne ressort comme le plus fréquemment mentionné dans un grand nombre de pays, mais les cinq principaux secteurs réunissent chacun une poignée de pays.

De surcroît, au moins la moitié des répondants d'un pays ne s'accordent sur un seul secteur que dans deux cas, à savoir en Finlande (éducation : 50%) et en Roumanie (agriculture et sécurité alimentaire : 56%).

Q44 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?

	Les droits de l'homme	L'éducation	La santé	L'agriculture et la sécurité alimentaire	La croissance économique	L'eau et l'assainissement	La protection sociale	La démocratie	Les infrastructures	L'énergie	Le commerce	L'égalité des sexes	Le changement climatique	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
UE27	34%	33%	32%	29%	29%	20%	16%	16%	12%	10%	10%	8%	8%	0%	1%	2%
BE	36%	41%	34%	32%	21%	25%	15%	21%	11%	10%	8%	7%	11%	0%	0%	0%
BG	30%	27%	41%	30%	41%	12%	35%	13%	12%	15%	9%	4%	3%	0%	0%	3%
CZ	34%	25%	25%	39%	33%	28%	20%	13%	8%	8%	10%	14%	3%	0%	1%	1%
DK	47%	47%	32%	22%	26%	21%	13%	28%	11%	9%	8%	10%	16%	0%	0%	0%
DE	43%	39%	28%	33%	18%	23%	16%	22%	17%	8%	6%	11%	14%	0%	0%	1%
EE	34%	38%	25%	32%	25%	21%	18%	12%	12%	8%	7%	5%	3%	0%	2%	3%
IE	32%	40%	38%	37%	32%	26%	17%	7%	8%	10%	9%	3%	2%	0%	0%	5%
EL	31%	25%	39%	21%	46%	18%	26%	16%	21%	13%	15%	4%	4%	0%	1%	1%
ES	32%	37%	38%	30%	33%	20%	12%	12%	12%	6%	10%	6%	3%	1%	0%	1%
FR	39%	36%	35%	29%	26%	20%	21%	16%	6%	12%	7%	11%	9%	1%	0%	1%
IT	25%	25%	26%	19%	40%	15%	16%	16%	15%	14%	15%	11%	7%	1%	1%	2%
CY	44%	41%	48%	25%	41%	9%	24%	13%	7%	22%	10%	5%	3%	0%	0%	0%
LV	26%	32%	33%	25%	38%	10%	26%	10%	10%	8%	10%	3%	4%	0%	2%	3%
LT	31%	23%	39%	20%	41%	12%	24%	13%	5%	14%	8%	4%	6%	0%	0%	3%
LU	36%	44%	34%	38%	17%	21%	17%	16%	7%	8%	5%	9%	8%	1%	0%	2%
HU	24%	19%	28%	43%	41%	23%	19%	14%	13%	16%	15%	5%	5%	1%	0%	0%
MT	29%	36%	40%	29%	22%	12%	15%	18%	6%	24%	11%	7%	3%	1%	0%	4%
NL	42%	49%	32%	35%	22%	37%	8%	19%	13%	4%	10%	3%	5%	1%	1%	1%
AT	31%	22%	27%	44%	24%	33%	23%	13%	20%	12%	10%	12%	15%	0%	1%	0%
PL	29%	21%	33%	27%	35%	10%	16%	13%	12%	12%	12%	4%	5%	0%	0%	5%
PT	29%	22%	38%	21%	34%	13%	21%	13%	7%	4%	8%	6%	3%	0%	1%	8%
RO	24%	38%	44%	56%	35%	4%	27%	8%	8%	11%	9%	5%	2%	0%	0%	4%
SI	32%	26%	25%	43%	43%	17%	29%	8%	10%	13%	6%	5%	9%	1%	0%	1%
SK	32%	31%	31%	44%	32%	20%	22%	14%	11%	5%	8%	8%	6%	0%	1%	2%
FI	42%	50%	38%	25%	10%	31%	20%	16%	12%	5%	6%	14%	10%	0%	0%	0%
SE	49%	48%	22%	25%	16%	32%	10%	29%	10%	9%	6%	13%	14%	0%	0%	1%
UK	37%	33%	33%	19%	26%	27%	6%	14%	9%	7%	12%	5%	8%	1%	2%	6%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

À nouveau, l'analyse sociodémographique ne fait apparaître que peu de différences entre les catégories. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de désigner la santé comme secteur prioritaire de la politique de développement (35% contre 29%). Les répondants âgés de 15 et 24 ans sont plus susceptibles de citer l'éducation que les autres tranches d'âges (40% contre 30 à 34%). Les étudiants et les répondants qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus sont les plus susceptibles de citer l'éducation (respectivement, 43% et 39%). La santé est plus souvent mentionnée par les retraités (34%), les personnes au foyer et les chômeurs (36% dans ces deux catégories), en particulier par rapport aux cadres (26%) et aux indépendants (27%).

L'importance perçue de l'aide aux pays en développement semble également influencer les opinions. Les répondants qui estiment important d'aider les populations des pays en développement sont plus enclins à désigner les droits de l'homme que ceux qui ne jugent pas important de les aider (36% contre 26%). Les répondants qui pensent qu'il est important d'aider les populations des pays en développement ont aussi davantage tendance à mentionner la croissance économique parmi les secteurs auxquels la politique de développement devrait accorder une priorité (30% contre 25% de ceux pour qui ce n'est pas important).

Q44 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?

	Les droits de l'homme	L'éducation	La santé	L'agriculture et la sécurité alimentaire	La croissance économique	L'eau et l'assainissement	La protection sociale	La démocratie	Les infrastructures	L'énergie	Le commerce	L'égalité des sexes	Le changement climatique
UE27	34%	33%	32%	29%	29%	20%	16%	16%	12%	10%	10%	8%	8%
Sexe du répondant													
Homme	34%	31%	29%	29%	31%	19%	16%	17%	14%	12%	11%	7%	8%
Femme	35%	35%	35%	28%	28%	22%	16%	14%	10%	8%	9%	9%	8%
Age													
15-24	36%	40%	33%	21%	31%	17%	15%	16%	13%	10%	12%	10%	7%
25-39	34%	34%	31%	27%	31%	19%	16%	15%	13%	11%	11%	8%	8%
40-54	37%	32%	32%	31%	30%	20%	16%	17%	12%	9%	10%	8%	8%
55 +	33%	30%	33%	32%	27%	23%	16%	15%	10%	10%	9%	7%	7%
Age de fin d'études													
15-	32%	27%	35%	30%	28%	21%	17%	14%	10%	9%	10%	7%	7%
16-19	34%	31%	33%	30%	31%	20%	17%	15%	11%	10%	10%	8%	7%
20+	37%	39%	29%	30%	28%	21%	14%	19%	13%	11%	9%	8%	9%
Toujours étudiant	36%	43%	32%	20%	31%	18%	15%	18%	15%	8%	11%	11%	8%
Echelle d'occupation du répondant													
Indépendants	34%	33%	27%	33%	31%	21%	15%	16%	16%	11%	10%	6%	9%
Cadres	38%	39%	26%	27%	29%	23%	14%	20%	13%	11%	10%	8%	12%
Autres employés	36%	33%	31%	28%	30%	19%	16%	19%	13%	11%	10%	10%	8%
Ouvriers	34%	32%	32%	29%	32%	19%	17%	14%	11%	10%	11%	7%	7%
Hommes/ femmes au foyer	32%	32%	36%	27%	30%	20%	16%	14%	11%	8%	11%	8%	5%
Chômeurs	35%	33%	36%	29%	29%	18%	16%	13%	12%	8%	10%	9%	6%
Retraités	33%	29%	34%	32%	27%	23%	17%	15%	9%	9%	9%	7%	7%
Etudiants	36%	43%	32%	20%	31%	18%	15%	18%	15%	8%	11%	11%	8%
Aider les pays en développement													
Important	36%	34%	33%	29%	30%	21%	16%	16%	12%	10%	10%	8%	8%
Pas important	26%	30%	29%	26%	25%	18%	16%	13%	9%	10%	11%	6%	6%

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

3. OPINION DES CITOYENS EUROPÉENS SUR LES ENTREPRISES PRIVÉES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

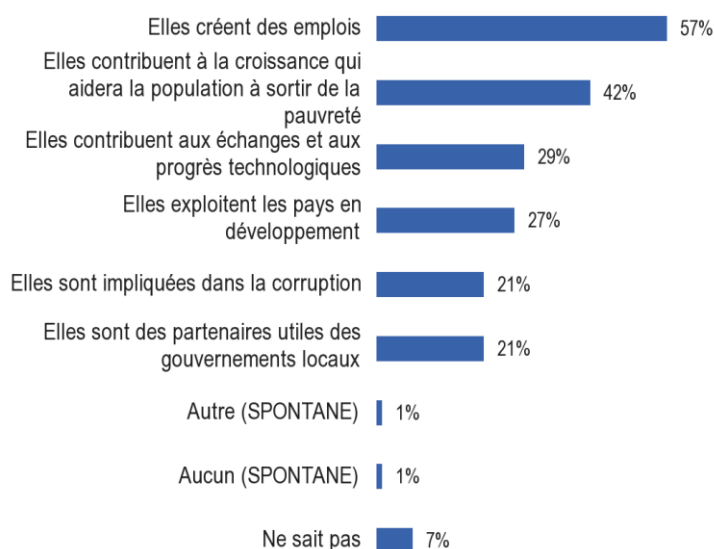
3.1 Rôle du secteur privé

- Plus de la moitié des citoyens européens pensent que les entreprises privées opérant dans des pays en développement jouent un rôle dans la création d'emplois -

Les répondants ont été interrogés sur une série d'affirmations qui peuvent s'appliquer au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement. Parmi les possibilités de réponses, quatre peuvent être qualifiées de positives (voir tableau ci-dessous : emplois, croissance, échanges technologiques et partenariat avec les gouvernements locaux) et deux de négatives (exploitation et corruption).

La plupart des répondants (57%) estiment que les entreprises privées jouent un rôle dans la création d'emplois, tandis que 42% affirment qu'elles contribuent à la croissance qui aidera la population à sortir de la pauvreté. Plus d'un quart (27%) pense toutefois que les entreprises privées exploitent les pays en développement et 21% estiment qu'elles sont impliquées dans la corruption.

QA8. Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ?



UE27

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

Les répondants des pays de l'UE15 sont plus susceptibles d'avoir le sentiment que les entreprises privées exploitent les pays en développement (30% contre 19% dans les NEM12) et qu'elles sont impliquées dans la corruption (23% contre 16% dans les NEM12). Ils sont, de plus, plus enclins que les répondants des NEM12 à donner au moins une réponse négative (40% contre 28%), tandis que les répondants des NEM12 ont plus tendance à ne retenir que des affirmations positives (62% contre 52% dans l'UE15).

Les répondants à Chypre, au Danemark et en Suède sont les plus susceptibles de percevoir les aspects positifs du rôle des entreprises privées dans les pays en développement. Dans chacun de ces pays, au moins neuf répondants sur dix expriment au moins une réponse positive. Les répondants du Royaume-Uni sont les moins susceptibles de citer au moins un aspect positif du rôle des entreprises privées, même si cette proportion est quand même majoritaire, à 71%.

Les répondants ont plus tendance à sélectionner uniquement des propositions positives pour décrire le rôle des entreprises privées dans les pays en développement en Bulgarie (70%) et en Lettonie (69%). Moins de la moitié des répondants ne mentionnent que des aspects positifs en Slovaquie (45%), en Allemagne (48%), en Espagne (48%) et en Grèce (49%).

Excepté au Danemark, les répondants dans tous les pays ont le plus tendance à affirmer que les entreprises privées créent des emplois. Au moins la moitié des répondants mentionne cet aspect dans tous les pays, sauf en Italie. Les proportions varient néanmoins sensiblement, de 42% en Italie à 86% à Chypre.

QA8 Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ?

		Elles créent des emplois	Elles contribuent à la croissance qui aidera la population à sortir de la pauvreté	Elles contribuent aux échanges et aux progrès technologiques	Elles exploitent les pays en développement	Elles sont des partenaires utiles des gouvernements locaux	Elles sont impliquées dans la corruption	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
	UE27	57%	42%	29%	27%	21%	21%	1%	1%	7%
	BE	58%	43%	35%	34%	23%	26%	0%	1%	2%
	BG	66%	49%	34%	15%	30%	10%	0%	1%	10%
	CZ	52%	44%	26%	23%	22%	24%	0%	0%	5%
	DK	67%	69%	51%	28%	25%	17%	0%	0%	2%
	DE	62%	46%	32%	33%	25%	33%	0%	1%	4%
	EE	65%	39%	19%	23%	15%	17%	0%	2%	9%
	IE	63%	44%	33%	18%	33%	14%	1%	1%	11%
	EL	57%	39%	28%	34%	22%	29%	1%	2%	2%
	ES	50%	31%	20%	31%	15%	24%	1%	1%	8%
	FR	60%	47%	33%	37%	23%	20%	0%	1%	4%
	IT	42%	40%	31%	26%	18%	18%	3%	2%	6%
	CY	86%	65%	46%	27%	20%	18%	0%	0%	1%
	LV	65%	43%	18%	14%	20%	13%	0%	2%	6%
	LT	52%	37%	25%	13%	14%	15%	1%	2%	15%
	LU	67%	58%	31%	25%	23%	16%	1%	1%	4%
	HU	67%	44%	33%	24%	20%	20%	0%	1%	3%
	MT	59%	39%	23%	13%	20%	11%	1%	1%	17%
	NL	63%	50%	39%	27%	28%	24%	0%	1%	4%
	AT	63%	49%	32%	33%	33%	30%	3%	1%	3%
	PL	57%	35%	23%	17%	16%	13%	0%	1%	10%
	PT	60%	36%	20%	15%	23%	14%	0%	1%	11%
	RO	69%	39%	31%	15%	31%	15%	1%	0%	11%
	SI	51%	32%	25%	35%	18%	33%	1%	1%	4%
	SK	60%	45%	27%	25%	20%	25%	1%	1%	4%
	FI	67%	51%	34%	27%	19%	19%	0%	1%	2%
	SE	72%	61%	50%	32%	16%	18%	0%	1%	3%
	UK	50%	36%	22%	24%	16%	17%	1%	2%	14%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

(MAX. 3 RÉPONSES POSSIBLES)

A nouveau, peu d'écarts significatifs séparent en général les différentes catégories sociodémographiques. Les étudiants et les personnes qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus sont plus susceptibles d'exprimer au moins une réponse positive (85% et 86% contre 76 à 79%). Les cadres ont davantage tendance à citer au moins un rôle positif (89%) que les chômeurs (75%), les retraités et les personnes au foyer (77% dans ces deux catégories).

L'orientation politique des répondants influence leur avis sur le rôle des entreprises privées dans les pays en développement. Ceux qui se positionnent à gauche ont moins tendance à opter uniquement pour des propositions positives (48%) que ceux qui se situent au centre (56%) et à droite (59%) du paysage politique. Les répondants qui estiment qu'il est important d'aider les populations des pays en développement sont en outre plus susceptibles de ne fournir que des réponses positives que ceux qui ne pensent pas que cette aide soit importante (56% contre 46%). Ils ont également une probabilité supérieure de sélectionner au moins une affirmation positive (83% contre 72%).

QA8 Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ? (ROTATION - MAX. 3 REPONSES)

	Au moins une réponse positive	Au moins une réponse négative	Seulement réponse(s) positive(s)	Seulement réponse(s) négative(s)
UE27	81%	38%	54%	11%
 Age de fin d'études				
15-	76%	36%	52%	13%
16-19	79%	36%	55%	12%
20+	86%	42%	54%	10%
Toujours étudiant	85%	38%	54%	8%
 Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	84%	39%	55%	11%
Cadres	89%	46%	51%	8%
Autres employés	85%	37%	57%	10%
Ouvriers	80%	37%	55%	13%
Hommes/ femmes au foyer	77%	34%	55%	12%
Chômeurs	75%	40%	49%	14%
Retraités	77%	35%	53%	12%
Etudiants	85%	38%	54%	8%
 Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	82%	46%	48%	13%
(5-6) Centre	82%	37%	56%	11%
(7-10) Droite	86%	36%	59%	9%
Aider les pays en développement				
Important	83%	37%	56%	10%
Pas important	72%	42%	46%	16%

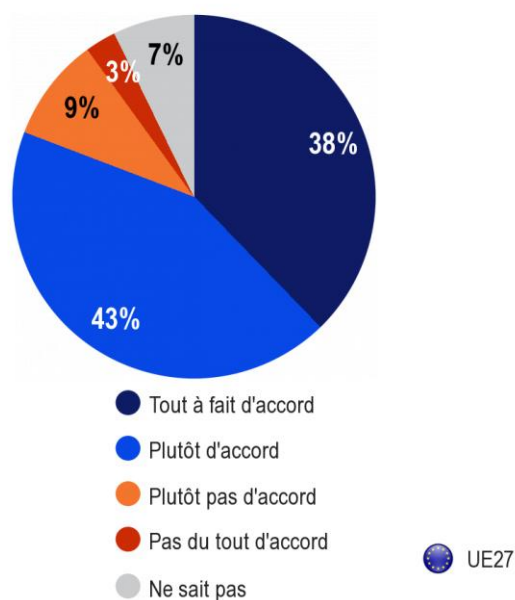
3.2 Responsabilité sociale et éthique des entreprises étrangères dans les pays en développement

- Plus de huit citoyens européens sur dix pensent que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement -

La majorité des répondants (81%) s'accordent à dire que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement. Les proportions de ceux qui sont tout à fait d'accord et de ceux qui sont plutôt d'accord sont sensiblement équivalentes.

QA6.2. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les entreprises privées des pays développés ont une responsabilité sociale et éthique quand ils investissent dans les pays en développement

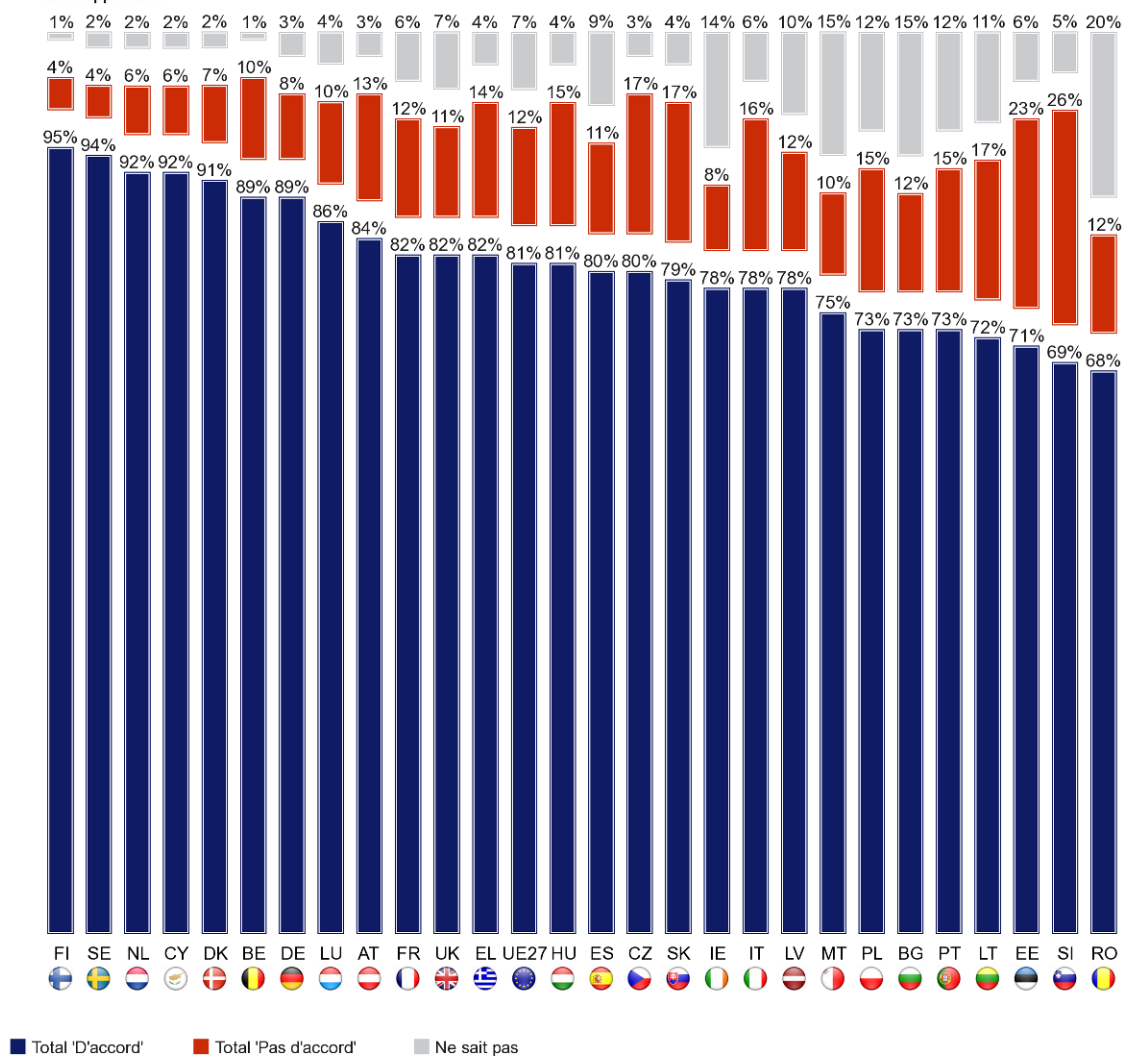


Dans tous les pays, la majorité des répondants s'accordent à dire que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement. Une variation d'une certaine amplitude peut néanmoins être observée entre les différents pays, allant de 68% des répondants en Roumanie et 69% en Slovaquie de répondants d'accord, jusqu'à plus de neuf sur dix en Finlande, en Suède, aux Pays-Bas, à Chypre et au Danemark.

À l'opposé, au moins un répondant sur cinq en Slovaquie (26%) et en Estonie (23%) ne pense pas que les entreprises privées aient une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement.

QA6.2. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les entreprises privées des pays développés ont une responsabilité sociale et éthique quand ils investissent dans les pays en développement



Une fois encore, les différences entre les catégories sociodémographiques sont minces, le niveau d'éducation étant le principal facteur de variation. Plus un répondant a suivi de longues études, plus il est enclin à affirmer que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique. Les trois quarts (76%) des personnes qui ont quitté l'école à 15 ans ou moins sont d'accord avec cette affirmation, contre 88% de celles qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus.

Les cadres sont nettement plus susceptibles d'être d'accord (90%) que les autres catégories socioprofessionnelles, spécialement les personnes au foyer (75%).

L'attitude des répondants à l'égard de l'aide est corrélée à leur opinion sur les différents aspects de la responsabilité des entreprises privées. Les répondants qui pensent qu'il est important d'aider les populations des pays en développement sont beaucoup plus portés à croire que les entreprises étrangères ont une responsabilité sociale et éthique (86% contre 61% de ceux qui pensent que ce n'est pas important).

QA6.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les entreprises privées des pays développés ont une responsabilité sociale et éthique quand ils investissent dans les pays en développement

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	81%	12%	7%
 Age de fin d'études			
15-	76%	14%	10%
16-19	82%	12%	6%
20+	88%	8%	4%
Toujours étudiant	84%	11%	5%
 Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	82%	12%	6%
Cadres	90%	8%	2%
Autres employés	85%	11%	4%
Ouvriers	82%	12%	6%
Hommes/ femmes au foyer	75%	13%	12%
Chômeurs	79%	13%	8%
Retraités	79%	12%	9%
Etudiants	84%	11%	5%
Aider les pays en développement			
Important	86%	9%	5%
Pas important	61%	30%	9%

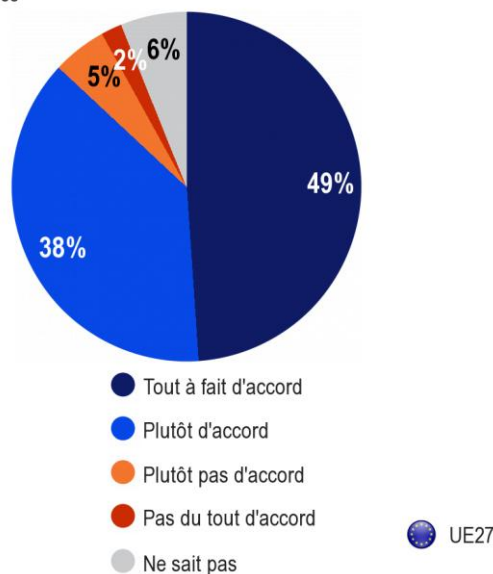
3.3 Rôle de l'UE dans la garantie du respect des normes sociales et éthiques par les entreprises privées

- Près de neuf citoyens européens sur dix pensent que l'UE devrait essayer de garantir que les entreprises privées respectent des normes sociales et éthiques -

Aux yeux de 87% des répondants, l'UE devrait s'efforcer de faire en sorte que les entreprises privées opérant dans les pays en développement se conforment à des normes sociales et éthiques. Près de la moitié (49%) est même tout à fait d'accord avec cette affirmation.

QA6.3. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

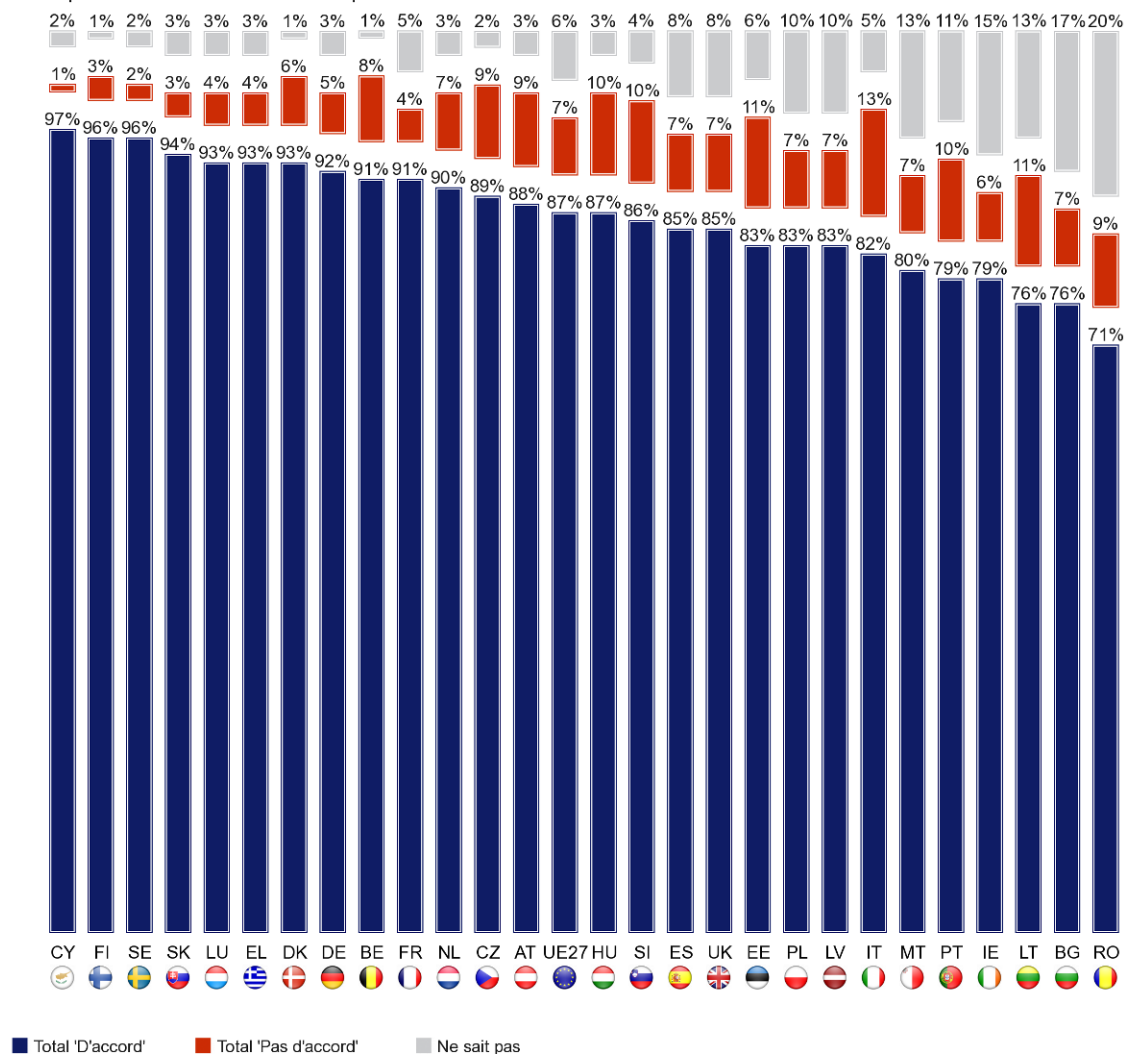
Les donateurs comme l'UE devraient essayer de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement respectent des normes sociales et éthiques



Dans tous les pays, au moins sept répondants sur dix estiment que l'UE devrait essayer d'assurer que les entreprises privées qui opèrent dans des pays en développement respectent des normes sociales et éthiques.

QA6.3. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les donateurs comme l'UE devraient essayer de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement respectent des normes sociales et éthiques



Une fois de plus, le niveau d'éducation constitue une variable sociodémographique influente. Plus un répondant a terminé ses études tard, plus il est susceptible d'approuver le rôle des donateurs à essayer de garantir que les entreprises privées respectent des normes sociales et éthiques (15 ans ou moins : 81%, 20 ans ou plus : 91%). Les cadres ont le plus tendance à adhérer à cette affirmation, en particulier par rapport aux personnes au foyer (92% contre 79%).

Les répondants qui estiment qu'il est important d'aider les populations des pays en développement sont beaucoup plus enclins à affirmer que l'UE devrait essayer de garantir que les entreprises privées respectent des normes sociales et éthiques (90% contre 70% de ceux pour qui ce n'est pas important). La quasi-totalité des répondants (95%) qui pensent que les entreprises étrangères ont une responsabilité sociale et éthique quand elles investissent dans les pays en développement sont également persuadés que l'UE devrait s'efforcer de la rendre effective, contre 60% de ceux qui ne pensent pas que les entreprises privées doivent assumer une telle responsabilité.

QA6.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les donateurs comme l'UE devraient essayer de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement respectent des normes sociales et éthiques

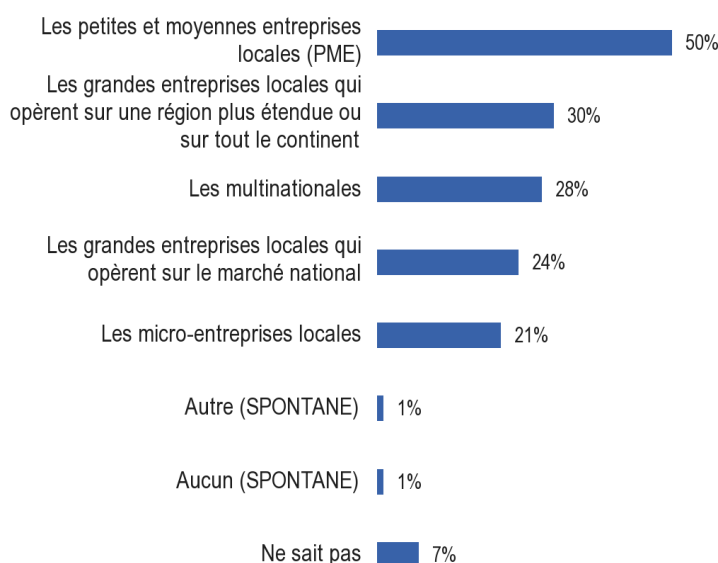
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	87%	7%	6%
 Age de fin d'études			
15-	81%	9%	10%
16-19	87%	7%	6%
20+	91%	6%	3%
Toujours étudiant	90%	5%	5%
 Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	88%	6%	6%
Cadres	92%	6%	2%
Autres employés	90%	7%	3%
Ouvriers	87%	7%	6%
Hommes/ femmes au foyer	79%	9%	12%
Chômeurs	85%	9%	6%
Retraités	84%	7%	9%
Etudiants	90%	5%	5%
Aider les pays en développement			
Important	90%	5%	5%
Pas important	70%	21%	9%
Les sociétés privées ont des responsabilités			
D'accord	95%	3%	2%
Pas d'accord	60%	37%	3%

3.4 Importance de certains types d'entreprises privées pour la croissance et le développement d'un pays

- Les petites et moyennes entreprises locales sont jugées les plus importantes pour la croissance et le développement d'un pays -

La moitié des répondants estiment que les petites et moyennes entreprises (PME) locales sont les plus importantes pour la croissance et le développement d'un pays. Les entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent sont classées au deuxième rang par ordre d'importance pour la croissance et le développement (30%), suivies par les multinationales (28%) et les micro-entreprises locales (21%).

QA7. Selon vous, quels types d'entreprises privées sont les plus importants pour la croissance et le développement d'un pays ?



UE27

(MAX. 2 RÉPONSES POSSIBLES)

Dans tous les pays à l'exception de deux, il est considéré que les PME locales sont la composante la plus importante du secteur privé. La proportion de répondants qui mentionnent les PME varie toutefois sensiblement, de 75% en Suède à 31% en Lituanie. En Lituanie, les répondants sont plus susceptibles de citer les multinationales (36%), tandis qu'à Chypre, ils sont plus susceptibles de privilégier les grandes entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent (49%).

QA7 Selon vous, quels types d'entreprises privées sont les plus importants pour la croissance et le développement d'un pays ?

		Les petites et moyennes entreprises locales (PME)	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent	Les multinationales	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur le marché national	Les micro-entreprises locales	Autre (SPONT.)	Aucun (SPONT.)	Ne sait pas
	UE27	50%	30%	28%	24%	21%	1%	1%	7%
	BE	52%	29%	31%	30%	26%	0%	0%	1%
	BG	46%	39%	29%	29%	16%	0%	1%	10%
	CZ	41%	39%	33%	30%	12%	0%	0%	4%
	DK	57%	42%	41%	24%	23%	0%	0%	2%
	DE	54%	35%	30%	22%	19%	0%	1%	6%
	EE	42%	42%	39%	21%	11%	1%	2%	6%
	IE	55%	30%	26%	21%	20%	1%	1%	12%
	EL	44%	37%	25%	31%	31%	0%	1%	2%
	ES	53%	23%	25%	22%	21%	1%	2%	8%
	FR	59%	30%	22%	37%	24%	0%	0%	4%
	IT	44%	28%	27%	26%	20%	2%	2%	5%
	CY	34%	49%	34%	42%	30%	1%	0%	3%
	LV	49%	36%	28%	29%	15%	0%	0%	6%
	LT	31%	32%	36%	23%	10%	1%	2%	14%
	LU	60%	27%	20%	29%	30%	0%	0%	3%
	HU	59%	35%	20%	34%	20%	0%	1%	3%
	MT	41%	25%	30%	18%	18%	0%	1%	19%
	NL	56%	34%	36%	14%	38%	0%	0%	2%
	AT	45%	34%	33%	29%	20%	2%	2%	6%
	PL	43%	23%	29%	22%	17%	0%	1%	9%
	PT	42%	33%	25%	19%	10%	1%	4%	16%
	RO	54%	29%	27%	19%	26%	1%	0%	11%
	SI	63%	29%	24%	19%	19%	2%	1%	3%
	SK	39%	39%	34%	32%	15%	0%	0%	4%
	FI	68%	31%	26%	23%	25%	0%	0%	1%
	SE	75%	34%	27%	12%	32%	0%	0%	2%
	UK	38%	29%	33%	15%	17%	1%	1%	14%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

(MAX. 2 RÉPONSES POSSIBLES)

L'analyse sociodémographique montre que les répondants de 15 à 24 ans ont le moins tendance à mentionner les PME locales et ont plus tendance à citer les multinationales que les tranches d'âges supérieures. Ainsi, 40% des répondants de 15 à 24 ans citent les PME locales, contre 53% des répondants de 40 à 54 ans. À l'inverse, les multinationales recueillent les suffrages de 24% des répondants de 55 ans et plus, mais de 38% de ceux de 15 à 24 ans.

Les répondants qui ont terminé leurs études à 20 ans ou plus ont davantage tendance à désigner les micro-entreprises locales que ceux qui les ont terminées plus tôt (27% contre 18 à 19%). Le même schéma s'applique aux PME locales (59% contre 45 à 48%). Les cadres et les indépendants ont tendance à mentionner les PME locales plus souvent que les autres catégories professionnelles (57% pour ces deux profils contre 42 à 50% pour les autres catégories). Les cadres (26%) et les indépendants (24%) sont également les plus enclins à citer les micro-entreprises locales, surtout par rapport aux étudiants (16%) et aux travailleurs manuels (19%).

QA7 Selon vous, quels types d'entreprises privées sont les plus importants pour la croissance et le développement d'un pays ?
(ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

	Les petites et moyennes entreprises locales (PME)	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent	Les multinationales	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur le marché national	Les micro-entreprises locales
UE27	50%	30%	28%	24%	21%
 Age					
15-24	40%	35%	38%	27%	16%
25-39	49%	31%	29%	25%	21%
40-54	53%	31%	28%	23%	21%
55 +	52%	28%	24%	23%	22%
 Age de fin d'études					
15-	45%	27%	24%	23%	18%
16-19	48%	31%	29%	25%	19%
20+	59%	31%	28%	22%	27%
Toujours étudiant	42%	34%	40%	28%	16%
 Echelle d'occupation du répondant					
Indépendants	57%	29%	26%	19%	24%
Cadres	57%	33%	30%	21%	26%
Autres employés	52%	32%	31%	24%	21%
Ouvriers	48%	32%	30%	26%	19%
Hommes/ femmes au foyer	45%	30%	24%	25%	20%
Chômeurs	48%	29%	27%	23%	20%
Retraités	50%	27%	24%	24%	22%
Etudiants	42%	34%	40%	28%	16%

(MAX. 2 RÉPONSES POSSIBLES)

4 ENGAGEMENT PERSONNEL ET CONNAISSANCE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

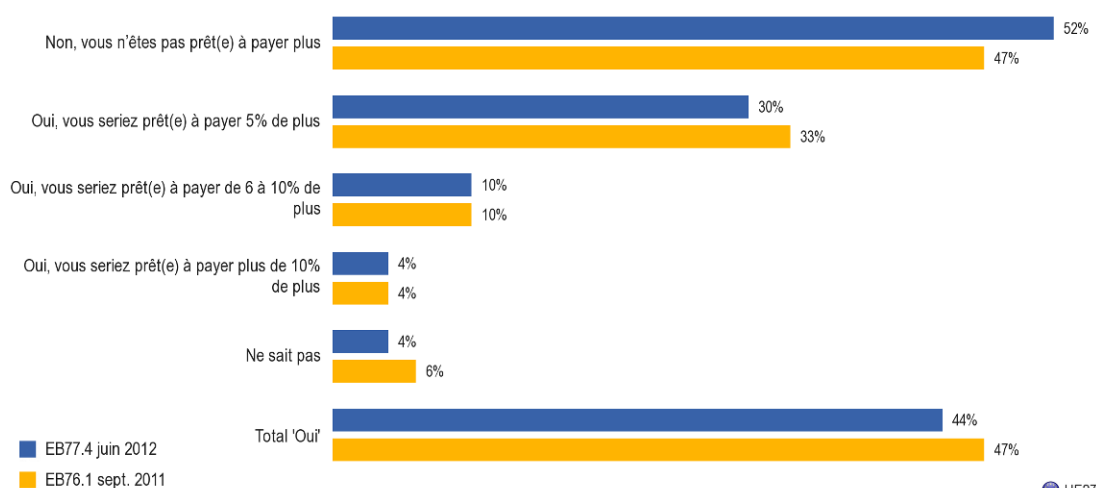
4.1 Niveau d'engagement personnel pour l'aide au développement

- Plus de quatre citoyens européens sur dix accepteraient de payer plus cher des produits provenant de pays en développement -

Bien que 85% des répondants considèrent qu'il est important d'aider les populations des pays en développement, beaucoup moins – à peine 44% – seraient prêts à les aider personnellement en payant plus cher des aliments et autres produits provenant de pays en développement.

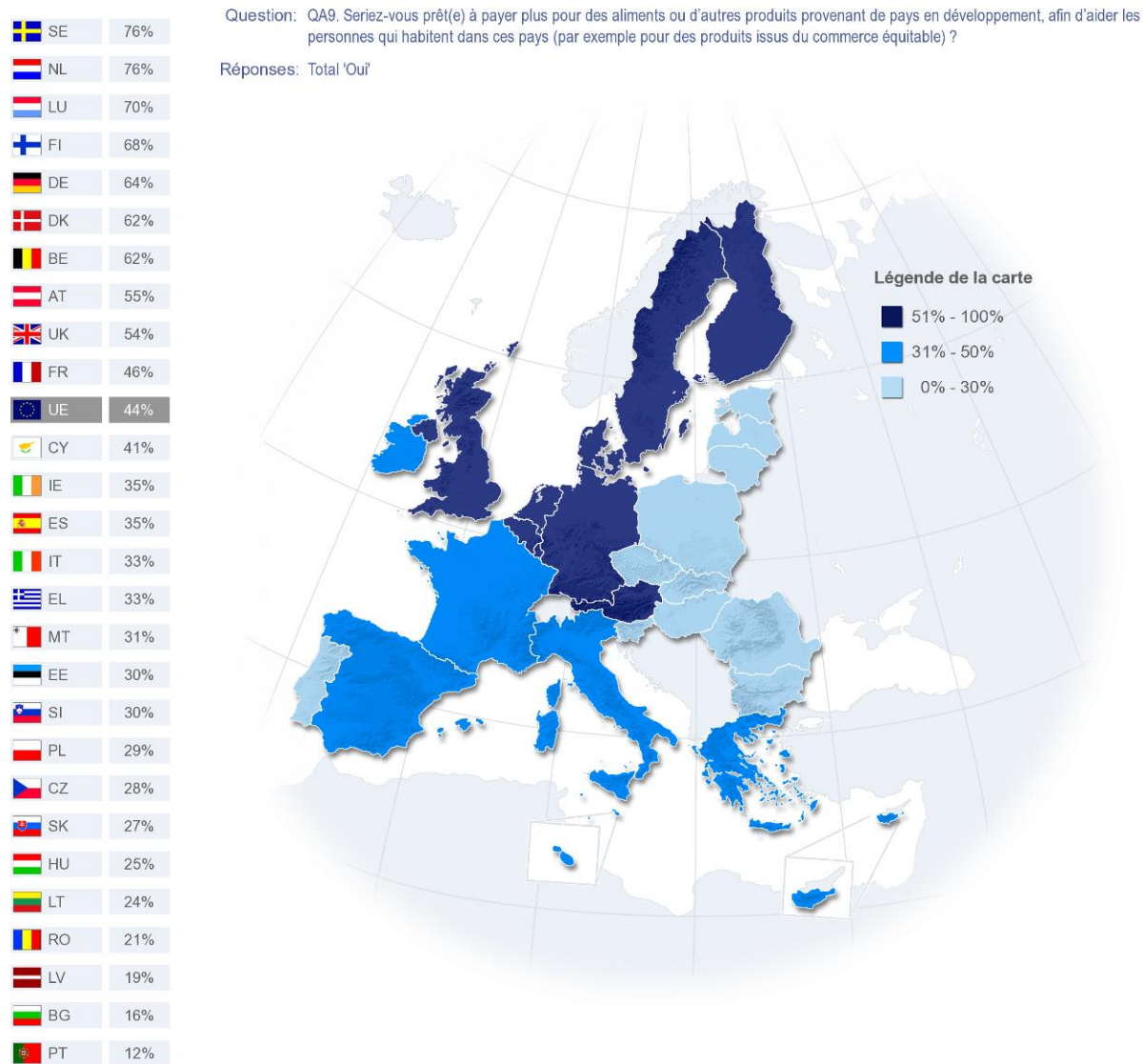
La proportion de répondants qui refuseraient de payer plus a augmenté de 5 points de pourcentage par rapport à septembre 2011, dépassant aujourd'hui légèrement la moitié (52%).

QA9. Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des aliments ou d'autres produits provenant de pays en développement, afin d'aider les personnes qui habitent dans ces pays (par exemple pour des produits issus du commerce équitable) ?



Les répondants sont nettement plus disposés à payer plus pour des aliments et d'autres produits dans les pays de l'UE15 que dans les NEM12 (50% contre 25%).

Environ huit répondants sur dix seraient réticents à payer plus pour des aliments et d'autres produits provenant de pays en développement afin d'aider les populations locales au Portugal (83%), ainsi qu'en Bulgarie et en Lettonie (78% dans ces deux pays). À l'inverse, au moins sept répondants sur dix accepteraient de plus cher en Suède et aux Pays-Bas (76% dans ces deux pays), ainsi qu'au Luxembourg (70%).



Dans 22 des 27 États membres, la proportion de répondants qui ne sont pas disposés à payer plus pour des aliments et d'autres produits provenant de pays en développement est plus élevée qu'en 2011. La différence atteint au moins 10 points de pourcentage dans six pays : la Grèce et la République tchèque (+12 dans ces deux pays), la Slovaquie (+11), l'Espagne, la Lituanie et le Portugal (+10 dans ces trois pays). La Belgique est le seul pays où la proportion de répondants qui ne se disent pas prêts à payer plus a sensiblement diminué (-7).

S'agissant de la proportion totale de répondants qui seraient prêts à payer plus, la plus forte hausse depuis septembre 2011 peut être constatée en Belgique (+8) et la baisse la plus marquée en Grèce (-11).

QA9 Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des aliments ou d'autres produits provenant de pays en développement, afin d'aider les personnes qui habitent dans ces pays (par exemple pour des produits issus du commerce équitable) ?

	Non, vous n'êtes pas prêt(e) à payer plus	Diff. EB77.4 - EB76.1	Oui, vous seriez prêt(e) à payer 5% de plus	Diff. EB77.4 - EB76.1	Oui, vous seriez prêt(e) à payer de 6 à 10% de plus	Diff. EB77.4 - EB76.1	Oui, vous seriez prêt(e) à payer plus de 10% de plus	Diff. EB77.4 - EB76.1	Ne sait pas	Diff. EB77.4 - EB76.1	Total 'Oui'	Diff. EB77.4 - EB76.1
 UE27	52%	+5	30%	-3	10%	=	4%	=	4%	-2	44%	-3
 NL	22%	+3	43%	=	24%	+1	9%	-5	2%	+1	76%	-4
 SE	22%	=	34%	+2	26%	-2	16%	=	2%	=	76%	=
 LU	28%	+4	36%	-5	18%	-3	16%	+4	2%	=	70%	-4
 FI	31%	+1	44%	-4	18%	+2	6%	+1	1%	=	68%	-1
 DE	31%	-2	36%	-2	20%	+1	8%	+2	5%	+1	64%	+1
 BE	38%	-7	46%	+8	12%	+1	4%	-1	0%	-1	62%	+8
 DK	35%	+2	37%	+4	19%	-4	6%	-4	3%	+2	62%	-4
 AT	40%	=	40%	+2	12%	+1	3%	-2	5%	-1	55%	+1
 UK	43%	-1	38%	=	12%	+2	4%	-1	3%	=	54%	+1
 FR	52%	+7	33%	-4	10%	-2	3%	=	2%	-1	46%	-6
 CY	52%	+9	35%	-6	5%	-1	1%	=	7%	-2	41%	-7
 IE	60%	+5	29%	-3	5%	-1	1%	-1	5%	=	35%	-5
 ES	62%	+10	28%	-3	5%	-3	2%	=	3%	-4	35%	-6
 EL	66%	+12	28%	-10	5%	=	0%	-1	1%	-1	33%	-11
 IT	60%	+8	24%	-7	7%	=	2%	+2	7%	-3	33%	-5
 MT	60%	+8	27%	-5	3%	-2	1%	+1	9%	-2	31%	-6
 EE	69%	+3	25%	=	4%	-1	1%	=	1%	-2	30%	-1
 SI	69%	+11	25%	-6	4%	-2	1%	=	1%	-3	30%	-8
 PL	67%	+9	25%	-5	4%	+1	0%	-2	4%	-3	29%	-6
 CZ	69%	+12	22%	-8	5%	-1	1%	=	3%	-3	28%	-9
 SK	69%	+7	24%	-6	3%	-1	0%	=	4%	=	27%	-7
 HU	73%	+2	21%	=	3%	-2	1%	=	2%	=	25%	-2
 LT	73%	+10	21%	-9	2%	=	1%	=	3%	-1	24%	-9
 RO	66%	+4	17%	=	3%	+2	1%	=	13%	-6	21%	+2
 LV	78%	+8	18%	-7	1%	-1	0%	-1	3%	+1	19%	-9
 BG	78%	+7	14%	-7	2%	+1	0%	=	6%	-1	16%	-6
 PT	83%	+10	9%	-5	2%	-5	1%	+1	5%	-1	12%	-9

L'analyse sociodémographique met une nouvelle fois en évidence l'influence du niveau d'éducation et des attitudes à l'égard de l'aide au développement. Plus un répondant a étudié longtemps, plus il est susceptible d'être disposé à payer plus pour des produits provenant de pays en développement afin d'aider les populations locales. Parmi les personnes qui ont quitté l'école à 15 ans ou moins, une sur trois (30%) serait prête à payer plus, contre 58% parmi celles qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus. Les cadres sont les plus favorables à l'idée de payer plus pour des produits provenant de pays en développement (64%), surtout par rapport aux chômeurs (33%) et aux personnes au foyer (35%).

Sans surprise, plus un répondant éprouve de difficultés à payer les factures de son ménage, plus il est réticent à payer plus cher les aliments et autres produits provenant de pays en développement. Parmi les personnes qui ont des difficultés « la plupart du temps » à payer toutes leurs factures, sept sur dix (69%) déclarent ne pas vouloir payer davantage, contre 62% de celles qui ont « de temps en temps » des difficultés et 44% de celles qui n'ont « pratiquement jamais » de difficultés à s'en acquitter. D'autre part, plus un répondant se positionne à un niveau bas de l'échelle sociale, plus il est susceptible de refuser de payer plus pour des produits provenant de pays en développement (niveau bas : 66%, niveau moyen : 51%, niveau élevé : 40%).

Les répondants qui estiment être de gauche en termes politiques sont les plus disposés à accepter de payer plus (53%), suivis par ceux du centre (47%) puis ceux de droite (43%). De façon prévisible, les personnes qui estiment important d'aider les populations des pays en développement ont plus tendance à être disposées à payer plus par rapport à celles qui ne n'estiment pas cela important (48% contre 22%).

QA9 Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des aliments ou d'autres produits provenant de pays en développement, afin d'aider les personnes qui habitent dans ces pays (par exemple pour des produits issus du commerce équitable) ?

	Total 'Oui'	Non, vous n'êtes pas prêt(e) à payer plus	Ne sait pas
UE27	44%	52%	4%



Age

15-24	48%	47%	5%
25-39	44%	52%	4%
40-54	45%	51%	4%
55 +	43%	53%	4%



Age de fin d'études

15-	30%	65%	5%
16-19	41%	55%	4%
20+	58%	39%	3%
Toujours étudiant	56%	39%	5%



Echelle d'occupation du répondant

Indépendants	50%	47%	3%
Cadres	64%	33%	3%
Autres employés	47%	49%	4%
Ouvriers	40%	56%	4%
Hommes/ femmes au foyer	35%	61%	4%
Chômeurs	33%	64%	3%
Retraités	41%	55%	4%
Etudiants	56%	39%	5%



Echelle Gauche-Droite

(1-4) Gauche	53%	44%	3%
(5-6) Centre	47%	50%	3%
(7-10) Droite	43%	53%	4%



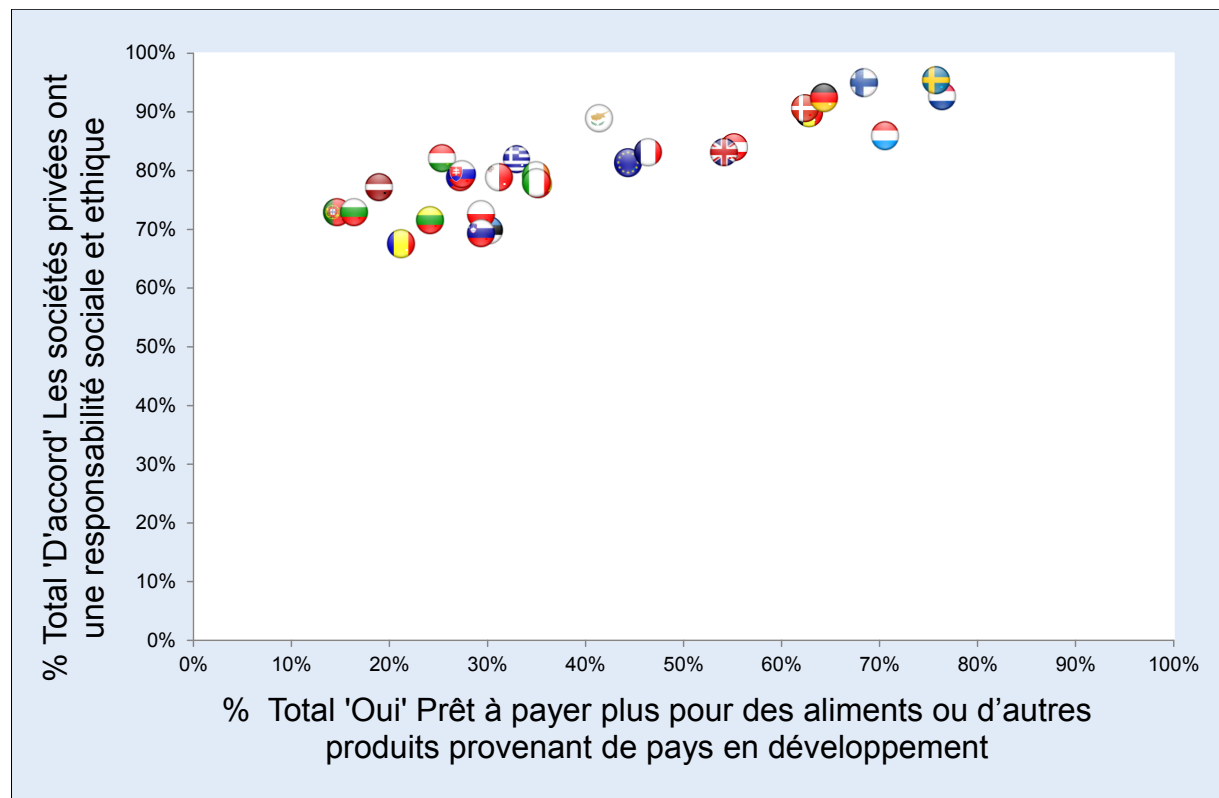
Difficultés à payer ses factures

La plupart du temps	27%	69%	4%
De temps en temps	34%	62%	4%
Pratiquement jamais	52%	44%	4%

Aider les pays en développement

Important	48%	48%	4%
Pas important	22%	74%	4%

Une analyse supplémentaire a été réalisée afin de déterminer l'existence d'une corrélation entre le fait d'affirmer que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique dans les pays en développement et le fait d'accepter de payer plus pour des produits provenant de ces pays. Une corrélation positive solide ($r=0,84$) a ainsi pu être observée à travers l'UE. Les personnes qui sont tout à fait d'accord avec le fait que les entreprises privées ont une responsabilité sociale et éthique ont tendance à être également plus susceptibles d'accepter de payer plus pour des aliments et d'autres produits provenant de pays en développement.



4.2 Étendue des connaissances sur...

4.2.1 ... la destination de l'aide bilatérale au développement

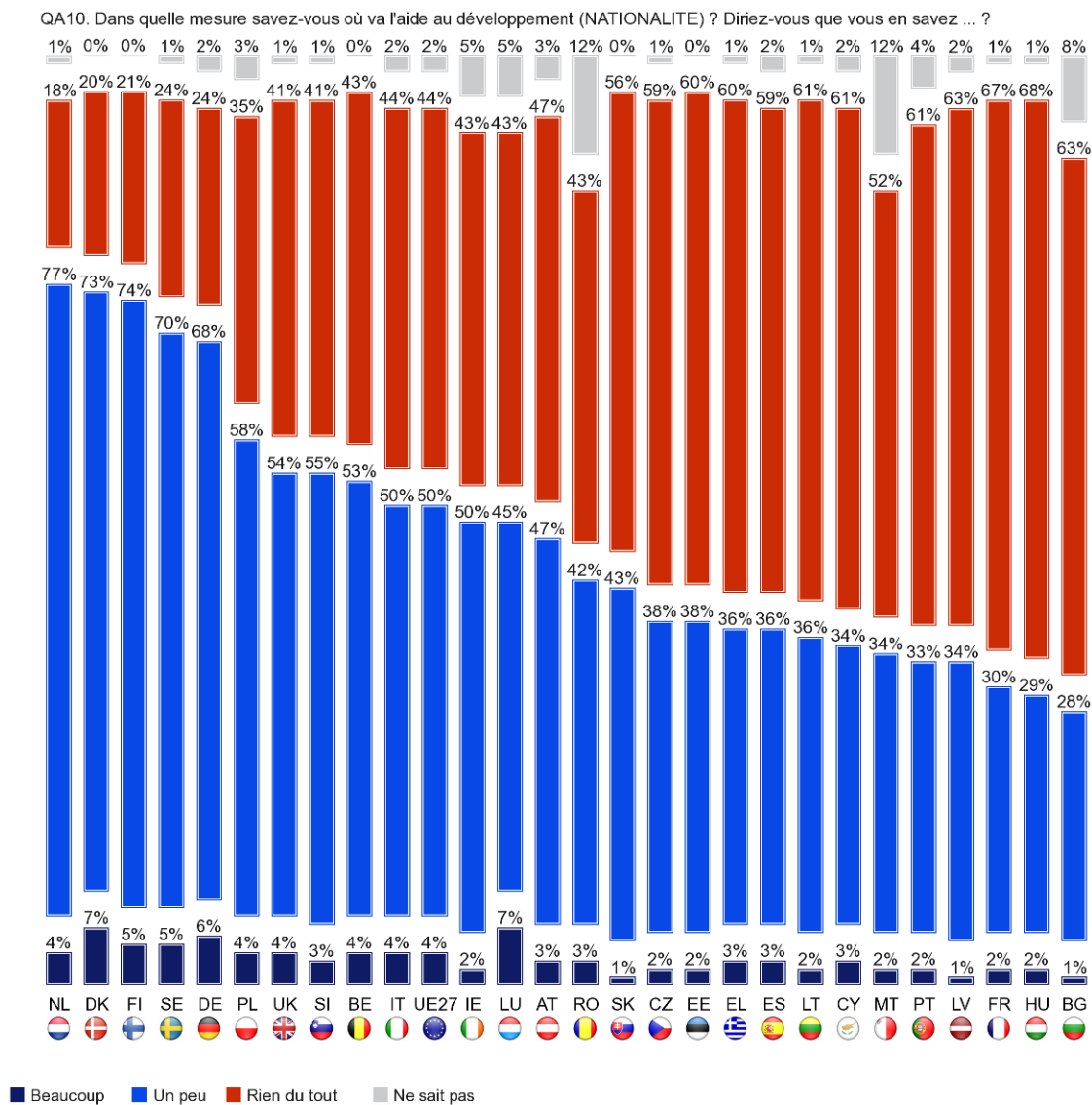
- Plus de quatre personnes sur dix affirment ne pas du tout savoir où va l'aide au développement de leur pays -

La moitié des répondants (50%) déclarent qu'ils savent un peu où va l'aide au développement de leur pays et 4% supplémentaires pensent qu'ils le savent dans une large mesure. Plus de quatre personnes sur dix (44%) affirment qu'elles ne savent pas du tout où va l'aide au développement de leur pays.

QA10. Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement (NATIONALITE) ? Diriez-vous que vous en savez ... ?



Le niveau de connaissance en ce qui concerne la destination de l'aide au développement nationale est assez faible. Dans 13 pays, au moins la moitié des répondants admettent ne pas du tout savoir où va l'aide au développement de leur pays. De plus, au moins une personne sur cinq reconnaît ne rien savoir à ce sujet dans tous les pays.



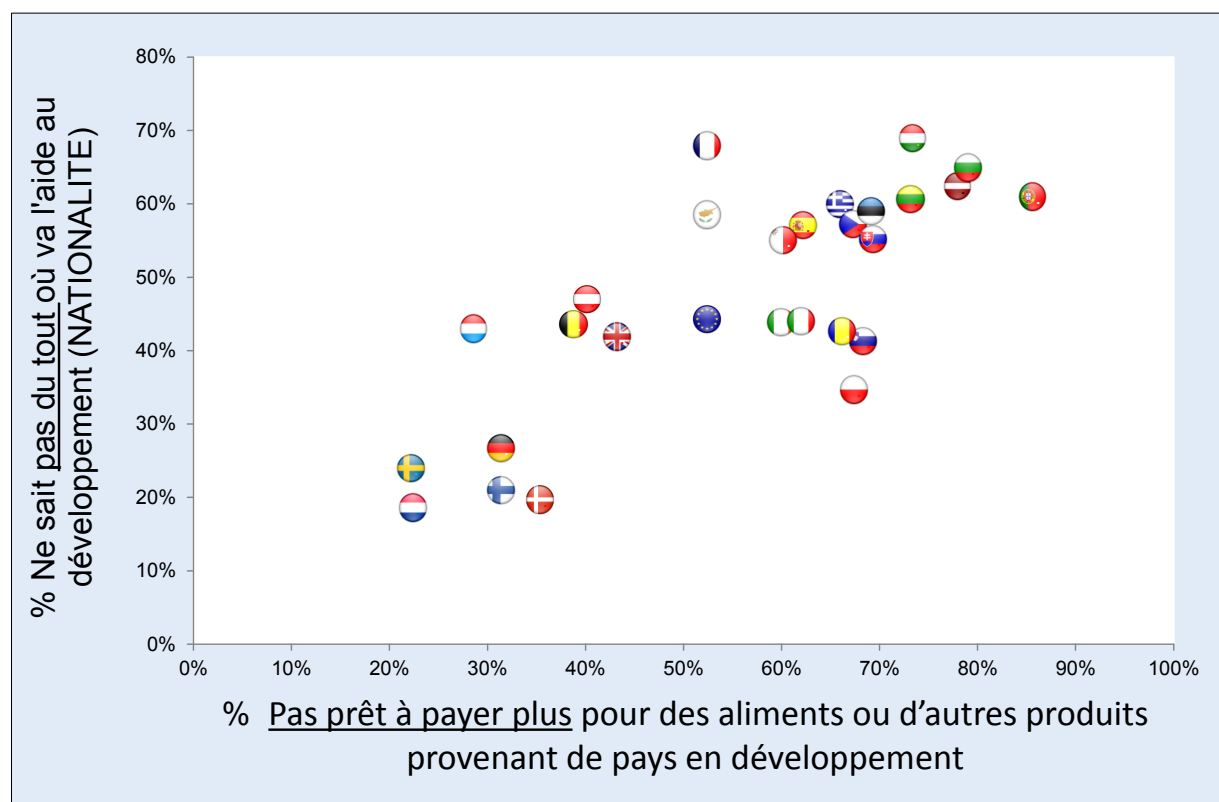
L'analyse sociodémographique montre que les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'affirmer qu'ils savent au moins un peu où va l'aide au développement de leur pays (52% contre 47%). En outre, plus un répondant a suivi de longues études, plus il est susceptible de déclarer qu'il sait au moins un peu où va l'aide de son pays (par ex. études jusqu'à 15 ans ou moins : 40%, jusqu'à 20 ans ou plus : 59%), les cadres et les indépendants étant les plus susceptibles de donner cette réponse.

Les répondants qui pensent qu'il est important d'aider les pays en développement ont également davantage tendance à dire qu'ils savent « un peu » où va l'aide au développement de leur pays (52% contre 36% de ceux qui ne pensent pas que ce soit important).

QA10 Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement (NATIONALITE) ? Diriez-vous que vous en savez ... ?

	Beaucoup	Un peu	Rien du tout	Ne sait pas
UE27	4%	50%	44%	2%
 Sexe du répondant				
Homme	5%	52%	41%	2%
Femme	3%	47%	47%	3%
 Age de fin d'études				
15-	3%	40%	55%	2%
16-19	3%	49%	46%	2%
20+	5%	59%	34%	2%
Toujours étudiant	4%	54%	40%	2%
 Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	6%	55%	37%	2%
Cadres	5%	62%	31%	2%
Autres employés	3%	54%	41%	2%
Ouvriers	3%	49%	46%	2%
Hommes/ femmes au foyer	3%	42%	52%	3%
Chômeurs	4%	40%	55%	1%
Retraités	4%	47%	47%	2%
Etudiants	4%	54%	40%	2%
Aider les pays en développement				
Important	4%	52%	42%	2%
Pas important	3%	36%	58%	3%

Une analyse supplémentaire a été menée afin de déterminer l'existence d'une corrélation entre l'ignorance sur la destination de l'aide et le refus de payer plus cher les produits provenant de pays en développement. Une corrélation positive solide ($r=0,77$) a ainsi pu être observée à travers l'UE. Au niveau national, plus la proportion de personnes affirmant qu'elles ne savent pas du tout où va l'aide au développement est élevée, plus la proportion de personnes qui ne sont pas disposées à payer plus des aliments et autres produits provenant de pays en développement est élevée.

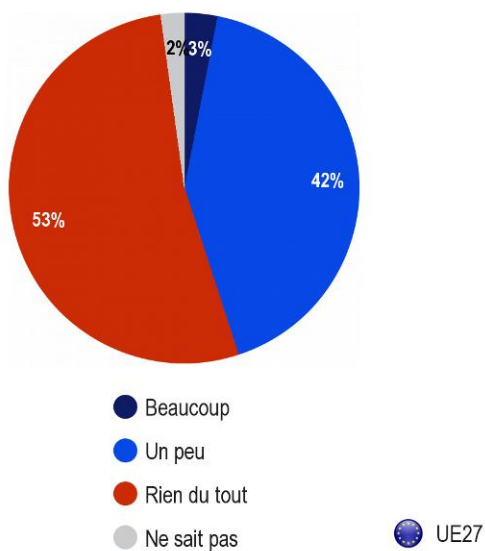


4.2.2 ... la destination de l'aide au développement de l'UE

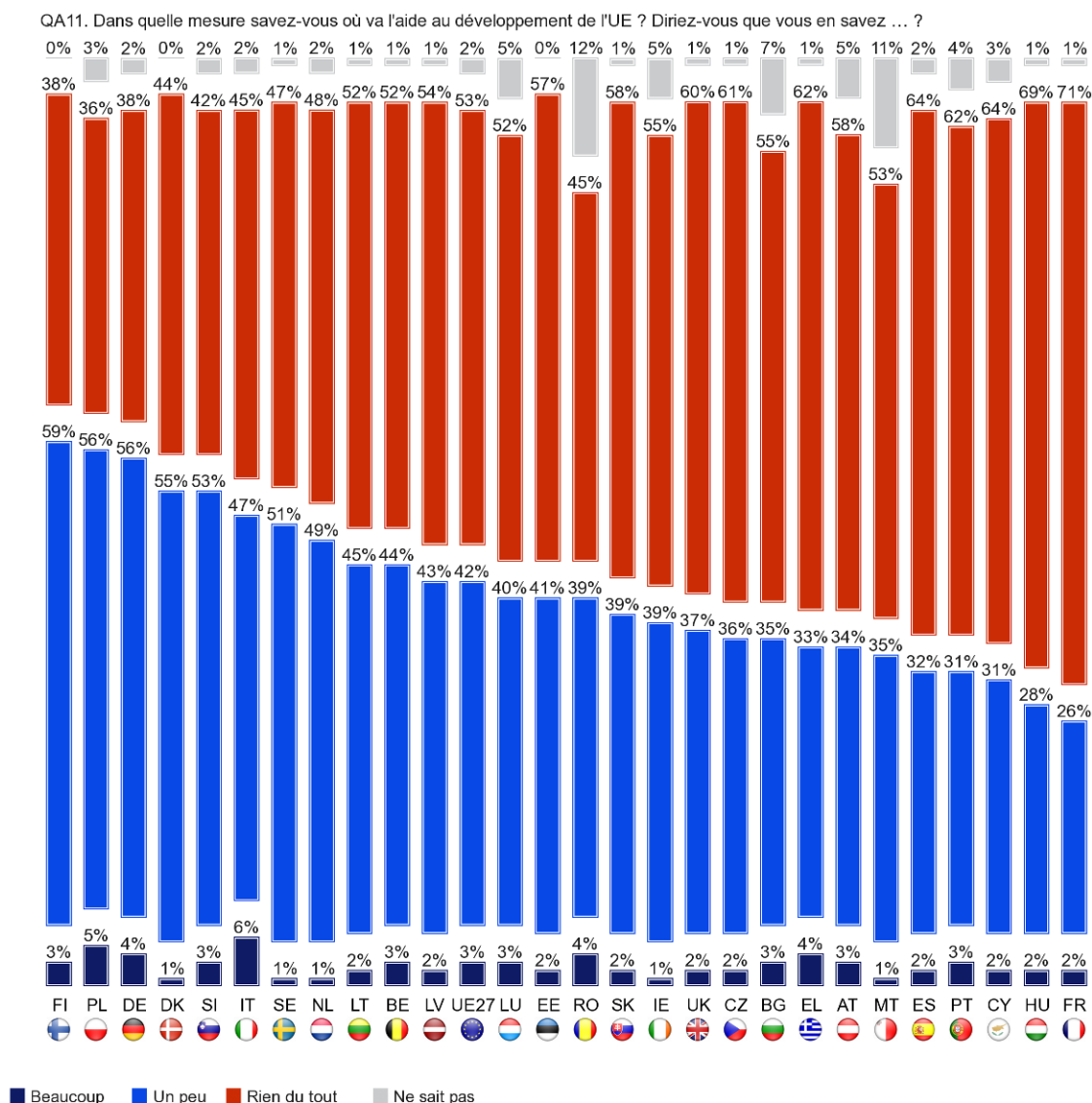
- La moitié des citoyens européens ne savent pas du tout où va l'aide au développement de l'UE -

Alors que quatre répondants sur dix déclarent qu'ils ignorent totalement où va l'aide au développement de leur propre pays, le niveau de connaissances sur la destination de l'aide de l'UE est encore plus faible, un peu plus de la moitié des répondants (53%) indiquant qu'ils ne savent pas du tout où va cette aide.

QA11. Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement de l'UE ? Diriez-vous que vous en savez ... ?



D'une manière générale, les répondants savent moins bien où va l'aide de l'UE que celle de leur propre pays. S'agissant de l'aide au développement de l'UE, la majorité des répondants déclarent qu'ils ne sont pas du tout informés de la destination de cette aide dans 19 pays. En fait, plus d'un tiers des répondants affirment ne pas savoir où va l'aide au développement de l'UE dans tous les pays.



Il est toutefois intéressant de remarquer qu'en Bulgarie, en Lettonie et en Lituanie, les répondants sont moins informés sur la destination de l'aide de leur pays que sur celle de l'UE. En Lettonie, par exemple, 63% affirment qu'ils ne savent pas du tout où va l'aide de leur pays, tandis que 54% déclarent qu'ils ne savent rien sur l'aide de l'UE. Le schéma est identique en Estonie (aide nationale : 60%, UE : 57%), en Lituanie (aide nationale : 61%, UE : 52%) et en Bulgarie (aide nationale : 63%, UE : 55%).

À l'opposé, les répondants sont particulièrement mal informés sur l'aide de l'UE en termes comparatifs par rapport à l'aide nationale aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède. Aux Pays-Bas, par exemple, 48% des répondants disent ne pas du tout savoir où va l'aide de l'UE, mais seulement 18% donnent cette réponse pour l'aide nationale. Dans le cas du Danemark, 44% déclarent qu'ils ne connaissent pas la destination de l'aide de l'UE, contre 20% pour l'aide nationale. En Suède, ces chiffres s'établissent respectivement à 47% et 24%.

QA10 Dans quelle mesure savez-vous où va ... ?
Diriez-vous que vous en savez ... ?

- Rien du tout -

		L'aide nationale au développement	L'aide européenne au développement
	UE27	44%	53%
	NL	18%	48%
	DK	20%	44%
	FI	21%	38%
	DE	24%	38%
	SE	24%	47%
	PL	35%	36%
	SI	41%	42%
	UK	41%	60%
	RO	43%	45%
	BE	43%	52%
	LU	43%	52%
	IE	43%	55%
	IT	44%	45%
	AT	47%	58%
	MT	52%	53%
	SK	56%	58%
	CZ	59%	61%
	ES	59%	64%
	EE	60%	57%
	EL	60%	62%
	LT	61%	52%
	PT	61%	62%
	CY	61%	64%
	LV	63%	54%
	BG	63%	55%
	FR	67%	71%
	HU	68%	69%

L'analyse sociodémographique révèle que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'indiquer qu'elles ne savent pas du tout où va l'aide au développement de l'UE (56% contre 49%). Une fois encore, le niveau d'éducation entraîne également quelques variations. Plus un répondant est resté longtemps sur les bancs de l'école, moins il est susceptible de dire qu'il ne connaît pas du tout la destination de l'aide de l'UE. Parmi les répondants qui ont arrêté leur scolarité avant l'âge de 16 ans, six sur dix (62%) déclarent qu'ils ne savent pas du tout où va l'aide de l'UE, contre 44% de ceux qui ont étudié jusqu'à 20 ans et plus. Les personnes au foyer et les chômeurs sont plus susceptibles d'affirmer qu'ils n'ont aucune connaissance sur l'aide de l'UE, en particulier par rapport aux cadres (58% et 59% contre 43%).

Les répondants qui estiment qu'il n'est pas important d'aider les pays en développement sont plus susceptibles de ne pas savoir où va l'aide au développement de l'UE que ceux qui jugent cette aide importante (64% contre 51%). Les répondants qui pensent que les économies émergentes ne devraient plus recevoir d'aide sont également plus susceptibles de ne pas savoir où va l'aide que ceux qui considèrent qu'elles devraient continuer à en recevoir (57% contre 44%). Les répondants qui ne souhaitent pas payer plus pour des produits provenant de pays en développement ont davantage tendance à indiquer qu'ils manquent d'informations sur l'aide de l'UE par rapport à ceux qui seraient prêts à payer plus (60% contre 44%).

Enfin, la quasi-totalité des personnes qui disent ne pas connaître la destination de l'aide de leur pays donnent la même réponse au sujet de l'aide de l'UE (92%).

QA11 Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement de l'UE ? Diriez-vous que vous en savez ... ?

	Beaucoup	Un peu	Rien du tout	Ne sait pas
UE27	3%	42%	53%	2%

 Sexe du répondant

Homme	4%	45%	49%	2%
Femme	2%	39%	56%	3%

 Age de fin d'études

15-	2%	34%	62%	2%
16-19	3%	41%	54%	2%
20+	4%	50%	44%	2%
Toujours étudiant	4%	46%	48%	2%

 Echelle d'occupation du répondant

Indépendants	4%	48%	45%	3%
Cadres	4%	51%	43%	2%
Autres employés	4%	44%	49%	3%
Ouvriers	3%	40%	54%	3%
Hommes/ femmes au foyer	3%	36%	58%	3%
Chômeurs	3%	36%	59%	2%
Retraités	3%	40%	55%	2%
Etudiants	4%	46%	48%	2%

Aider les pays en développement

Important	3%	44%	51%	2%
Pas important	3%	30%	64%	3%

Croissance des économies émergentes

D'accord	5%	49%	44%	2%
Pas d'accord	2%	39%	57%	2%

Prêt à payer produits de pays en développement

Oui	4%	50%	44%	2%
Non	3%	35%	60%	2%

Connaissance d'où va l'aide nationale

Beaucoup	51%	39%	9%	1%
Un peu	2%	75%	22%	1%
Rien du tout	-	7%	92%	1%

CONCLUSIONS

Cette étude aborde une grande variété de facteurs importants en matière d'aide et développement : les impressions générales, la pertinence de domaines politiques spécifiques, ou encore le rôle des décideurs politiques, mais aussi des acteurs qui exercent des activités commerciales dans les pays en développement et avec ces pays.

La constatation la plus surprenante de cette étude est peut-être que, malgré les difficultés économiques que traverse actuellement l'Union européenne, **seuls 18% estiment que l'aide aux pays en développement devrait être réduite**. Même dans les pays où cette opinion est la plus largement répandue, moins de quatre personnes sur dix souhaitent une réduction de l'aide.

Il est intéressant d'observer que les citoyens européens ont apparemment un avis bien tranché sur l'affectation de l'aide : plus de la moitié s'opposent à l'octroi d'un soutien financier aux pays émergents en croissance rapide et 61% sont favorables à l'attribution d'une aide aux pays en situation de fragilité.

Cette étude a également examiné la responsabilité que doit assumer le secteur privé en matière de développement. **Les citoyens européens se montrent globalement positifs quant au rôle que les entreprises privées peuvent jouer dans les pays en développement, même s'ils pensent qu'elles devraient respecter des normes sociales et éthiques**. Tous les Européens ou presque considèrent que l'UE devrait tenter de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans des pays en développement se conforment à des normes sociales et éthiques. L'UE pourrait donc être chargée à la fois d'adopter et de surveiller les normes obligatoires pour les entreprises de l'UE installées dans ces pays.

Le soutien ferme à l'aide et à la coopération ne s'exprime pas nécessairement au niveau personnel. Bien que les citoyens européens admettent en général qu'il est important d'aider les populations des pays en développement, **ils sont moins disposés à accroître leur engagement personnel en payant plus pour des aliments et d'autres produits afin d'aider les personnes qui vivent dans ces pays**. Il est probable que les contraintes pesant sur les budgets personnels dans une période économique difficile jouent un rôle à cet égard. Une explication pourrait également se trouver dans l'éducation, sachant que le refus de payer plus cher certains produits et le manque d'informations sur la destination de l'aide au développement sont étroitement corrélés.

Dans l'ensemble, cette étude confirme les observations de ces dernières années selon lesquelles une grande majorité de citoyens européens estime que les populations des pays en développement méritent une aide. De façon générale, **les résultats indiquent clairement la nécessité d'améliorer l'information sur l'affectation de l'aide au développement tant au niveau national qu'europpéen**.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES



EUROBAROMÈTRE SPÉCIAL N°392

La solidarité à travers le monde : Les Européens et l'aide au développement

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 2 et le 17 juin 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 77.4 de l'EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMÈTRE SPÉCIAL N°392 fait partie de la vague 77.4 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)**

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N°	DATES		POPULATION
			INTERVIEWS	TERRAIN	15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.059	02/06/12	17/06/12	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.008	02/06/12	11/06/12	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.004	02/06/12	14/06/12	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.008	02/06/12	17/06/12	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.505	02/06/12	17/06/12	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.005	02/06/12	17/06/12	916.000
IE	Irlande	Ipsos MRBI	997	02/06/12	15/06/12	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	02/06/12	15/06/12	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.011	02/06/12	17/06/12	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.027	02/06/12	17/06/12	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.026	02/06/12	17/06/12	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	02/06/12	17/06/12	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.024	02/06/12	17/06/12	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.028	02/06/12	17/06/12	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	503	02/06/12	16/06/12	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.009	02/06/12	17/06/12	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	02/06/12	16/06/12	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.003	02/06/12	17/06/12	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.001	02/06/12	17/06/12	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	02/06/12	17/06/12	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.001	02/06/12	17/06/12	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.043	02/06/12	14/06/12	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.005	02/06/12	17/06/12	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	02/06/12	17/06/12	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.017	02/06/12	17/06/12	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.033	02/06/12	17/06/12	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.301	02/06/12	17/06/12	51.081.866
TOTAL UE27			26.622	02/06/12	17/06/12	406.834.359

QUESTIONNAIRE

L'UE fournit de l'aide au développement pour soutenir certains pays en dehors de l'UE dans leur lutte contre la pauvreté et pour leur développement. L'aide au développement de l'UE est composée de l'aide fournie à la fois par la Commission européenne et par les Gouvernements nationaux des Etats membres de l'UE.

QA1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en développement ?

(UNE SEULE REPONSE)

Très important	1
Plutôt important	2
Pas très important	3
Pas du tout important	4
NSP	5

EB76.1 QD1

QA2 L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Nous devrions augmenter l'aide européenne aux pays en développement au-delà de ce qui a déjà été promis	1
Nous devrions tenir notre promesse d'augmenter l'aide aux pays en développement	2
Nous ne devrions pas augmenter l'aide aux pays en développement, même si cela a été promis	3
Nous devrions réduire l'aide aux pays en développement car nous ne sommes plus capables de l'assumer	4
NSP	5

EB76.1 QD3

QA3 Mis à part l'aide au développement, dans quel domaine pensez-vous que les actions de l'Union Européenne ont l'impact le plus important sur les pays en développement ? (M)

(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Le changement climatique	1
Les migrations	2
Le commerce et la finance	3
L'énergie	4
L'environnement	5
Les transports	6
L'agriculture	7
La consolidation de la paix (M)	8
Autre (SPONTANE)	9
Aucun (SPONTANE)	10
NSP	11

EB76.1 QD4

QA4 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

L'agriculture et la sécurité alimentaire	1,
L'énergie	2,
L'éducation	3,
La protection sociale	4,
La santé	5,
L'eau et l'assainissement	6,
L'égalité des sexes	7,
Le commerce	8,
Les droits de l'homme	9,
La démocratie	10,
La croissance économique	11,
Les infrastructures	12,
Le changement climatique	13,
Autre (SPONTANE)	14,
Aucun (SPONTANE)	15
NSP	16
NEW	

QA5 Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

Les mauvaises politiques des gouvernements des pays en développement	1,
Les mauvaises politiques des gouvernements et organisations qui aident les pays en développement	2,
La corruption	3,
L'exploitation étrangère abusive des ressources minières et naturelles	4,
L'exploitation nationale abusive des ressources minières et naturelles	5,
Le manque d'infrastructure	6,
Le manque de ressources naturelles	7,
Le manque de ressources financières	8,
Les catastrophes naturelles	9,
Des conflits	10,
Autre (SPONTANE)	11,
Aucun (SPONTANE)	12
NSP	13
NEW	

QA6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec chacune des affirmations suivantes ?
(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
1	Les économies émergentes (comme la Chine, l'Inde et le Brésil) qui ont une croissance rapide mais dont une partie de la population vit dans la pauvreté devraient continuer à recevoir de l'aide	1	2	3	4	5
2	Les entreprises privées des pays développés ont une responsabilité sociale et éthique quand ils investissent dans les pays en développement	1	2	3	4	5
3	Les donateurs comme l'UE devraient essayer de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement respectent des normes sociales et éthiques	1	2	3	4	5

NEW

QA7 Selon vous, quels types d'entreprises privées sont les plus importants pour la croissance et le développement d'un pays ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

- | | |
|--|----|
| Les micro-entreprises locales | 1, |
| Les petites et moyennes entreprises locales (PME) | 2, |
| Les grandes entreprises locales qui opèrent sur le marché national | 3, |
| Les grandes entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent | 4, |
| Les multinationales | 5, |
| Autre (SPONTANE) | 6, |
| Aucun (SPONTANE) | 7, |
| NSP | 8, |

NEW

QA8 Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

- | | |
|--|----|
| Elles sont des partenaires utiles des gouvernements locaux | 1, |
| Elles contribuent aux échanges et aux progrès technologiques | 2, |
| Elles contribuent à la croissance qui aidera la population à sortir de la pauvreté | 3, |
| Elles créent des emplois | 4, |
| Elles sont impliquées dans la corruption | 5, |
| Elles exploitent les pays en développement | 6, |
| Autre (SPONTANE) | 7, |
| Aucun (SPONTANE) | 8, |
| NSP | 9, |

NEW

QA9	Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des aliments ou d'autres produits provenant de pays en développement, afin d'aider les personnes qui habitent dans ces pays (par exemple pour des produits issus du commerce équitable) ?	
	(LIRE – UNE SEULE REPONSE)	
	Non, vous n'êtes pas prêt(e) à payer plus	1
	Oui, vous seriez prêt(e) à payer 5% de plus	2
	Oui, vous seriez prêt(e) à payer de 6 à 10% de plus	3
	Oui, vous seriez prêt(e) à payer plus de 10% de plus	4
	NSP	5
	EB76.1 QD10	
QA10	Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement (NATIONALITE) ? Diriez-vous que vous en savez ... ?	
	(LIRE – UNE SEULE REPONSE)	
	Beaucoup	1
	Un peu	2
	Rien du tout	3
	NSP	4
	NEW	
QA11	Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement de l'UE ? Diriez-vous que vous en savez ... ?	
	(LIRE – UNE SEULE REPONSE)	
	Beaucoup	1
	Un peu	2
	Rien du tout	3
	NSP	4
	NEW	
QA12	Laquelle des deux affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion sur l'aide de l'UE aux pays en développement ?	
	(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)	
	L'UE devrait aider en priorité les pays en situation de fragilité (à cause d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle) par rapport aux autres pays en développement	1
	L'UE devrait aider les pays en développement, qu'ils soient en situation de fragilité ou non	2
	NSP	3
	NEW	

TABLEAUX

QA1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en développement ?

QA1 In your opinion, is it very important, fairly important, not very important or not at all important to help people in developing countries?

QA1 Ist es Ihrer Meinung nach sehr wichtig, eher wichtig, nicht sehr wichtig oder überhaupt nicht wichtig, den Menschen in Entwicklungsländern zu helfen?

		Très important		Plutôt important		Pas très important		Pas du tout important		NSP		Total 'Important'		Total 'Pas important'	
		Very important		Fairly important		Not very important		Not at all important		DK		Total 'Important'		Total 'Not important'	
		Sehr wichtig		Eher wichtig		Nicht sehr wichtig		Überhaupt nicht wichtig		Weiß nicht / keine Angabe		Gesamt 'Wichtig'		Gesamt 'Nicht wichtig'	
%		EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1
	EU 27	37	1	48	-1	10	1	3	0	2	-1	85	0	13	1
	BE	35	-1	50	3	11	0	4	-1	0	-1	85	2	15	-1
	BG	24	1	50	-2	12	-1	6	1	8	1	74	-1	18	0
	CZ	26	2	60	1	11	0	2	-1	1	-2	86	3	13	-1
	DK	53	2	41	2	5	-3	1	0	0	-1	94	4	6	-3
	DE	54	1	36	-3	7	2	2	0	1	0	90	-2	9	2
	EE	23	3	50	-4	18	-1	8	3	1	-1	73	-1	26	2
	IE	41	0	47	3	7	-1	2	-2	3	0	88	3	9	-3
	EL	34	3	47	-5	14	3	4	-1	1	0	81	-2	18	2
	ES	37	0	51	0	9	2	2	-1	1	-1	88	0	11	1
	FR	34	-1	48	1	12	1	4	-1	2	0	82	0	16	0
	IT	23	-2	59	0	11	1	5	3	2	-2	82	-2	16	4
	CY	63	-11	25	4	6	4	4	2	2	1	88	-7	10	6
	LV	29	6	51	-7	13	0	4	1	3	0	80	-1	17	1
	LT	35	6	50	0	10	-3	4	-2	1	-1	85	6	14	-5
	LU	53	-6	36	3	7	2	3	1	1	0	89	-3	10	3
	HU	20	0	53	-2	19	3	6	-1	2	0	73	-2	25	2
	MT	43	-3	41	-1	11	5	2	-1	3	0	84	-4	13	4
	NL	40	6	47	-6	9	1	3	-1	1	0	87	0	12	0
	AT	27	-8	56	6	11	1	4	0	2	1	83	-2	15	1
	PL	29	-3	61	1	5	1	1	1	4	0	90	-2	6	2
	PT	17	-9	61	-1	15	7	4	2	3	1	78	-10	19	9
	RO	35	7	48	-1	7	-4	2	-1	8	-1	83	6	9	-5
	SI	27	6	45	-5	19	-4	8	3	1	0	72	1	27	-1
	SK	22	-7	60	5	12	2	4	1	2	-1	82	-2	16	3
	FI	42	3	46	-6	9	1	3	2	0	0	88	-3	12	3
	SE	70	1	27	-1	2	0	0	-1	1	1	97	0	2	-1
	UK	45	10	40	-6	9	-2	4	-2	2	0	85	4	13	-4

QA2 L'UE (la Commission européenne et les Etats membres) a promis d'augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

QA2 The EU (the European Commission and Member States) has promised to increase the level of its aid to developing countries. Given the current economic situation, which of the following statements best describes your opinion?

QA2 Die EU (die Europäische Kommission und die Mitgliedstaaten) hat versprochen, ihre Hilfsmittel für Entwicklungsländer zu erhöhen. Welche der folgenden Aussagen entspricht angesichts der aktuellen wirtschaftlichen Lage am ehesten Ihrer Meinung?

		Nous devrions augmenter l'aide européenne aux pays en développement au-delà de ce qui a déjà été promis		Nous devrions tenir notre promesse d'augmenter l'aide aux pays en développement		Nous ne devrions pas augmenter l'aide aux pays en développement, même si cela a été promis		Nous devrions réduire l'aide aux pays en développement car nous ne sommes plus capables de l'assumer		NSP	
		We should increase aid to developing countries beyond what is already promised		We should keep our promise to increase aid to developing countries		We should not increase aid to developing countries even though it has been promised		We should reduce aid to developing countries as we can no longer afford it		DK	
		Wir sollten die Entwicklungshilfe für die Entwicklungsländer stärker erhöhen als bisher versprochen		Wir sollten unser Versprechen halten, die Hilfsmittel für Entwicklungsländer zu erhöhen		Wir sollten die Entwicklungshilfe für die Entwicklungsländer nicht erhöhen, auch wenn dies versprochen wurde		Wir sollten die Entwicklungshilfe für die Entwicklungsländer verringern, da wir sie uns nicht mehr leisten können		Weiß nicht / Keine Angabe	
%		EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1
	EU 27	12	0	49	-1	17	3	18	0	4	-2
	BE	9	-3	55	6	18	-1	17	-2	1	0
	BG	6	3	22	-8	25	0	38	8	9	-3
	CZ	6	-3	50	-1	20	4	22	1	2	-1
	DK	11	-3	65	5	14	4	9	-6	1	0
	DE	12	0	54	-1	18	2	13	1	3	-2
	EE	8	2	41	-7	20	0	29	8	2	-3
	IE	7	1	43	0	25	2	18	-4	7	1
	EL	16	3	39	-8	13	0	30	6	2	-1
	ES	12	-2	36	-5	26	9	23	2	3	-4
	FR	13	0	55	-2	11	4	18	-1	3	-1
	IT	14	-3	43	-4	19	7	21	5	3	-5
	CY	14	7	37	-3	17	-5	29	1	3	0
	LV	12	2	53	-1	12	1	18	-3	5	1
	LT	9	4	48	3	20	4	18	-10	5	-1
	LU	12	-1	61	-6	13	5	12	3	2	-1
	HU	7	1	44	1	21	-2	26	2	2	-2
	MT	8	1	46	1	22	4	20	0	4	-6
	NL	4	-4	49	-3	27	6	19	3	1	-2
	AT	20	-5	54	2	10	1	14	3	2	-1
	PL	14	0	50	-1	17	2	13	4	6	-5
	PT	12	3	48	-2	13	-4	22	8	5	-5
	RO	21	10	42	7	8	-5	16	-5	13	-7
	SI	11	3	38	-11	18	4	32	7	1	-3
	SK	7	-1	52	-4	15	1	24	5	2	-1
	FI	4	-1	57	-8	21	6	17	4	1	-1
	SE	10	-2	70	3	12	2	6	-2	2	-1
	UK	10	1	49	3	16	2	21	-6	4	0

QA3 Mis à part l'aide au développement, dans quel domaine pensez-vous que les actions de l'Union Européenne ont l'impact le plus important sur les pays en développement ?

QA3 Apart from development aid, where do you think EU actions have the biggest impact on developing countries?

QA3 Einmal abgesehen von Entwicklungshilfe, in welchem Politikbereich haben EU-Maßnahmen Ihrer Meinung nach die größten Auswirkungen auf die Entwicklungsländer?

	%	Le changement climatique Climate change		Les migrations Migration		Le commerce et la finance Trade and finance		L'énergie Energy		L'environnement Environment		Les transports Transport	
		Klimawandel		Zu- und Abwanderung		Handel und Finanzen		Energie		Umwelt		Verkehrswesen	
		EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1
	EU 27	7	-2	12	-4	29	11	5	-1	5	-1	2	1
	BE	7	-4	11	-4	27	6	7	2	5	-1	3	1
	BG	3	0	7	-5	22	7	9	-1	4	-1	2	1
	CZ	3	-2	9	-6	34	6	5	0	9	1	2	1
	DK	10	0	10	1	37	11	2	-1	3	-1	1	0
	DE	14	-2	11	-3	30	14	3	-1	7	0	1	0
	EE	3	-1	11	2	27	4	4	-1	5	0	1	0
	IE	4	-11	6	-1	34	10	3	-3	5	1	2	0
	EL	2	-2	20	-3	29	8	8	-3	5	-2	2	0
	ES	3	-5	15	-6	33	20	4	-4	3	-2	0	0
	FR	5	-3	12	-2	26	10	5	-3	4	-1	2	1
	IT	7	0	17	-11	32	15	7	0	5	0	2	1
	CY	4	-4	21	-3	30	7	6	-4	5	-1	1	0
	LV	3	-3	19	-2	25	5	6	-1	4	-2	2	0
	LT	4	-1	17	-3	20	1	13	5	3	0	1	0
	LU	6	-2	14	-1	24	7	3	-1	6	0	2	1
	HU	3	-1	8	0	35	9	9	-3	5	1	1	0
	MT	4	-2	21	-5	20	2	12	6	4	-2	1	0
	NL	5	-4	6	-1	42	11	4	-1	3	-1	2	1
	AT	7	-3	15	-2	21	3	9	1	7	1	3	1
	PL	4	-4	9	-1	26	8	7	-2	7	1	4	1
	PT	1	-1	5	-7	26	9	4	-1	3	0	2	1
	RO	3	-3	13	3	25	11	5	-2	6	0	2	0
	SI	5	0	8	1	34	8	6	-4	5	2	3	1
	SK	5	-3	9	-3	29	9	7	0	6	-2	2	0
	FI	8	2	5	-1	26	3	4	0	8	2	0	0
	SE	13	2	4	-1	32	5	3	-1	8	0	2	1
	UK	7	-2	14	1	28	8	3	-1	6	0	2	1

QA3 Mis à part l'aide au développement, dans quel domaine pensez-vous que les actions de l'Union Européenne ont l'impact le plus important sur les pays en développement ?

QA3 Apart from development aid, where do you think EU actions have the biggest impact on developing countries?

QA3 Einmal abgesehen von Entwicklungshilfe, in welchem Politikbereich haben EU-Maßnahmen Ihrer Meinung nach die größten Auswirkungen auf die Entwicklungsländer?

		L'agriculture		La consolidation		Autre (SPONTANE)		Aucun (SPONTANE)		NSP	
		Agriculture		Peace building		Other (SPONTANEOU)		None (SPONTANEOU)		DK	
		Landwirtschaft		Friedensaufbau (Peace Building)		Andere (SPONTAN)		Nichts davon (SPONTAN)		Weiß nicht / Keine Angabe	
		EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1
%											
	EU 27	13	-1	17	1	1	0	2	0	7	-4
	BE	17	0	20	3	0	-2	1	-1	2	0
	BG	11	1	25	7	1	1	1	-1	15	-9
	CZ	13	-2	19	7	0	-1	2	0	4	-4
	DK	16	-8	17	-2	0	0	1	0	3	0
	DE	15	-3	13	-1	0	-1	1	-1	5	-2
	EE	12	-3	24	1	2	-1	4	2	7	-3
	IE	16	0	18	7	1	0	1	0	10	-3
	EL	7	0	19	4	0	0	4	0	4	-2
	ES	10	-4	20	4	1	-2	3	1	8	-2
	FR	16	-1	24	7	0	0	1	-2	5	-6
	IT	6	0	15	-2	1	0	3	2	5	-5
	CY	4	-2	19	5	0	0	2	1	8	1
	LV	15	2	14	3	1	0	2	-1	9	-1
	LT	13	5	19	6	1	-2	1	-3	8	-8
	LU	12	-7	24	3	3	2	2	1	4	-3
	HU	16	0	18	0	1	0	2	-1	2	-5
	MT	8	4	17	-4	0	-1	0	0	13	2
	NL	15	-2	17	-1	2	0	2	1	2	-3
	AT	14	-2	15	4	2	1	4	0	3	-4
	PL	17	2	14	1	0	-1	2	1	10	-6
	PT	12	-2	27	1	1	0	3	0	16	0
	RO	18	-2	13	4	1	1	1	-1	13	-11
	SI	9	-6	23	7	3	-1	2	-2	2	-6
	SK	17	2	18	3	1	-1	2	0	4	-5
	FI	14	-1	32	-3	2	0	0	-1	1	-1
	SE	14	-2	19	-2	2	0	0	0	3	-2
	UK	12	1	10	-6	0	0	4	1	14	-3

QA4 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

QA4 On which of the following sectors should development policy focus? (ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

QA4 Auf welche der folgenden Bereiche sollte sich Entwicklungspolitik konzentrieren? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNG)

		L'agriculture et la sécurité alimentaire	L'énergie	L'éducation	La protection sociale	La santé	L'eau et l'assainissement	L'égalité des sexes
		Agriculture and Food security	Energy	Education	Social protection	Health	Water and sanitation	Gender equality
		Landwirtschaft und Ernährungssicherung / Nahrungssicherung	Energie	Bildung	Soziale Absicherung	Gesundheit	Wasser und Abwassersystem	Gleichberechtigung der Geschlechter
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	29	10	33	16	32	20	8
	BE	32	10	41	15	34	25	7
	BG	30	15	27	35	41	12	4
	CZ	39	8	25	20	25	28	14
	DK	22	9	47	13	32	21	10
	DE	33	8	39	16	28	23	11
	EE	32	8	38	18	25	21	5
	IE	37	10	40	17	38	26	3
	EL	21	13	25	26	39	18	4
	ES	30	6	37	12	38	20	6
	FR	29	12	36	21	35	20	11
	IT	19	14	25	16	26	15	11
	CY	25	22	41	24	48	9	5
	LV	25	8	32	26	33	10	3
	LT	20	14	23	24	39	12	4
	LU	38	8	44	17	34	21	9
	HU	43	16	19	19	28	23	5
	MT	29	24	36	15	40	12	7
	NL	35	4	49	8	32	37	3
	AT	44	12	22	23	27	33	12
	PL	27	12	21	16	33	10	4
	PT	21	4	22	21	38	13	6
	RO	56	11	38	27	44	4	5
	SI	43	13	26	29	25	17	5
	SK	44	5	31	22	31	20	8
	FI	25	5	50	20	38	31	14
	SE	25	9	48	10	22	32	13
	UK	19	7	33	6	33	27	5

QA4 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

QA4 On which of the following sectors should development policy focus? (ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

QA4 Auf welche der folgenden Bereiche sollte sich Entwicklungspolitik konzentrieren? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNG)

		Le commerce	Les droits de l'homme	La démocratie	La croissance économique	Les infrastructures	Le changement climatique	Autre (SPONTANE)
		Trade	Human rights	Democracy	Economic growth	Infrastructure	Climate change	Other (SPONTANEOUS)
		Handel	Menschenrechte	Demokratie	Wirtschaftswachstum	Infrastruktur	Klimawandel	Sonstiges (SPONTAN)
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	10	34	16	29	12	8	0
	BE	8	36	21	21	11	11	0
	BG	9	30	13	41	12	3	0
	CZ	10	34	13	33	8	3	0
	DK	8	47	28	26	11	16	0
	DE	6	43	22	18	17	14	0
	EE	7	34	12	25	12	3	0
	IE	9	32	7	32	8	2	0
	EL	15	31	16	46	21	4	0
	ES	10	32	12	33	12	3	1
	FR	7	39	16	26	6	9	1
	IT	15	25	16	40	15	7	1
	CY	10	44	13	41	7	3	0
	LV	10	26	10	38	10	4	0
	LT	8	31	13	41	5	6	0
	LU	5	36	16	17	7	8	1
	HU	15	24	14	41	13	5	1
	MT	11	29	18	22	6	3	1
	NL	10	42	19	22	13	5	1
	AT	10	31	13	24	20	15	0
	PL	12	29	13	35	12	5	0
	PT	8	29	13	34	7	3	0
	RO	9	24	8	35	8	2	0
	SI	6	32	8	43	10	9	1
	SK	8	32	14	32	11	6	0
	FI	6	42	16	10	12	10	0
	SE	6	49	29	16	10	14	0
	UK	12	37	14	26	9	8	1

QA4 Sur quels secteurs, parmi les suivants, la politique de développement devrait-elle porter son attention en priorité ?
(ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

QA4 On which of the following sectors should development policy focus? (ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

QA4 Auf welche der folgenden Bereiche sollte sich Entwicklungspolitik konzentrieren? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNG)

		Aucun (SPONTANE)	NSP
		None (SPONTANEOUS)	DK
		Nichts davon (SPONTAN)	Weiß nicht / Keine Angabe
%		EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	1	2
	BE	0	0
	BG	0	3
	CZ	1	1
	DK	0	0
	DE	0	1
	EE	2	3
	IE	0	5
	EL	1	1
	ES	0	1
	FR	0	1
	IT	1	2
	CY	0	0
	LV	2	3
	LT	0	3
	LU	0	2
	HU	0	0
	MT	0	4
	NL	1	1
	AT	1	0
	PL	0	5
	PT	1	8
	RO	0	4
	SI	0	1
	SK	1	2
	FI	0	0
	SE	0	1
	UK	2	6

QA5 Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ? (ROTATION – MAX. 3 REPOSES)

QA5 From the following list, what are the main obstacles which can prevent successful development in developing countries? (ROTATE – MAX.3 ANSWERS)

QA5 Welche der folgenden Faktoren sind die größten Hindernisse, die eine erfolgreiche Entwicklung in Entwicklungsländern verhindern können? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNGEN)

		Les mauvaises politiques des gouvernements des pays en développement	Les mauvaises politiques des gouvernements et organisations qui aident les pays en développement	La corruption	L'exploitation étrangère abusive des ressources minières et naturelles	L'exploitation nationale abusive des ressources minières et naturelles	Le manque d'infrastructure	Le manque de ressources naturelles
		Bad policies of governments in developing countries	Bad policies of governments and organisations that support developing countries	Corruption	Excessive foreign exploitation of natural and mineral resources	Excessive national exploitation of natural and mineral resources	Lack of infrastructure	Lack of natural resources
		Schlechte Politik von Regierungen in Entwicklungsländern	Schlechte Politik von Regierungen und Organisationen, die Entwicklungsländer unterstützen	Korruption	Übermäßige Ausbeutung von Natur- und Bodenschätzen durch ausländische Akteure	Übermäßige Ausbeutung von Natur- und Bodenschätzen durch inländische Akteure	Mangel an Infrastruktur	Mangel an natürlichen Ressourcen
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	41	24	53	19	9	19	10
	BE	46	22	60	18	8	21	7
	BG	50	23	50	17	7	14	8
	CZ	44	22	40	16	8	19	11
	DK	55	19	74	14	8	22	5
	DE	44	22	63	31	13	24	8
	EE	40	14	42	16	7	18	6
	IE	44	24	56	15	6	22	15
	EL	40	37	52	18	11	33	12
	ES	39	31	59	13	7	16	10
	FR	48	25	53	21	7	18	9
	IT	30	32	41	20	14	18	11
	CY	64	30	58	17	10	21	9
	LV	34	27	51	7	4	14	7
	LT	35	21	55	5	3	7	11
	LU	52	22	71	24	9	16	5
	HU	35	21	42	20	11	26	14
	MT	56	14	58	15	11	11	14
	NL	56	26	71	21	5	20	7
	AT	44	20	31	28	16	32	18
	PL	35	21	42	9	8	10	8
	PT	35	24	48	8	9	14	14
	RO	47	18	61	16	7	20	10
	SI	42	28	66	21	8	13	8
	SK	45	23	45	14	8	18	11
	FI	41	19	37	36	9	24	12
	SE	52	17	74	29	8	24	3
	UK	34	20	54	12	5	17	11

QA5 Dans la liste suivante, quels sont les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réussite du développement dans les pays en développement ? (ROTATION – MAX. 3 REPOSES)

QA5 From the following list, what are the main obstacles which can prevent successful development in developing countries? (ROTATE – MAX.3 ANSWERS)

QA5 Welche der folgenden Faktoren sind die größten Hindernisse, die eine erfolgreiche Entwicklung in Entwicklungsländern verhindern können? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNGEN)

		Le manque de ressources financières	Les catastrophes naturelles	Des conflits	Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Lack of financial resources	Natural disasters	Conflicts	Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Mangel an finanziellen Mitteln	Naturkatastrophen	Konflikte	Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	Weiß nicht / Keine Angabe
		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	26	16	33	0	1	3
	BE	26	17	42	0	0	0
	BG	29	24	27	0	0	6
	CZ	38	22	31	0	1	1
	DK	32	12	43	0	0	1
	DE	25	18	29	0	0	1
	EE	32	18	36	2	2	4
	IE	26	18	21	2	0	6
	EL	23	16	26	1	0	1
	ES	24	11	31	0	0	3
	FR	27	14	48	0	0	1
	IT	28	12	30	1	1	2
	CY	29	16	31	0	0	1
	LV	32	16	34	1	0	4
	LT	32	20	32	1	1	5
	LU	15	12	28	2	0	2
	HU	44	18	23	1	0	1
	MT	24	17	16	1	0	4
	NL	19	13	41	1	0	1
	AT	32	33	31	1	0	1
	PL	24	24	33	0	0	7
	PT	21	10	30	0	1	8
	RO	31	12	17	0	0	8
	SI	37	12	23	0	0	0
	SK	37	29	34	0	0	1
	FI	32	20	37	0	0	1
	SE	16	8	50	1	0	1
	UK	23	18	35	1	1	8

QA6.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les économies émergentes (comme la Chine, l'Inde et le Brésil) qui ont une croissance rapide mais dont une partie de la population vit dans la pauvreté devraient continuer à recevoir de l'aide

QA6.1 To what extent do you agree or disagree with the following statement?

Emerging economies (like China, India and Brazil) which are growing rapidly but where a part of the population still lives in poverty should continue receiving aid

QA6.1 Inwieweit stimmen Sie der folgenden Aussage zu oder nicht zu?

Schwellenländer (wie China, Indien und Brasilien), die ein rasantes Wachstum aufweisen, in denen aber noch immer ein Teil der Bevölkerung in Armut lebt, sollten weiterhin Hilfe erhalten

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'
		Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK	Total 'Agree'	Total 'Disagree'
		Stimme voll und ganz zu	Stimme eher zu	Stimme eher nicht zu	Stimme überhaupt nicht zu	Weiß nicht / Keine Angabe	Gesamt 'Stimme zu'	Gesamt 'Stimme nicht zu'
		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	8	31	31	24	6	39	55
	BE	7	33	35	25	0	40	60
	BG	8	23	32	25	12	31	57
	CZ	5	29	42	20	4	34	62
	DK	6	24	38	31	1	30	69
	DE	7	23	37	30	3	30	67
	EE	6	25	40	27	2	31	67
	IE	8	39	27	13	13	47	40
	EL	13	39	28	15	5	52	43
	ES	9	24	30	28	9	33	58
	FR	8	23	33	33	3	31	66
	IT	9	38	27	18	8	47	45
	CY	14	26	23	34	3	40	57
	LV	12	31	34	17	6	43	51
	LT	11	34	32	17	6	45	49
	LU	7	30	33	27	3	37	60
	HU	8	32	33	25	2	40	58
	MT	14	31	28	15	12	45	43
	NL	5	23	44	27	1	28	71
	AT	6	36	32	20	6	42	52
	PL	7	45	27	10	11	52	37
	PT	7	35	33	14	11	42	47
	RO	12	30	23	15	20	42	38
	SI	6	19	36	37	2	25	73
	SK	3	31	37	25	4	34	62
	FI	6	29	38	26	1	35	64
	SE	15	36	28	20	1	51	48
	UK	10	35	26	26	3	45	52

QA6.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les entreprises privées des pays développés ont une responsabilité sociale et éthique quand ils investissent dans les pays en développement

QA6.2 To what extent do you agree or disagree with the following statement?

Private companies from developed countries have a social and ethical responsibility when they invest in developing countries

QA6.2 Inwieweit stimmen Sie der folgenden Aussage zu oder nicht zu?

Privatunternehmen aus Industrieländern haben bei Investitionen in Entwicklungsländern eine soziale und ethische Verantwortung

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'
		Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK	Total 'Agree'	Total 'Disagree'
		Stimme voll und ganz zu	Stimme eher zu	Stimme eher nicht zu	Stimme überhaupt nicht zu	Weiß nicht / Keine Angabe	Gesamt 'Stimme zu'	Gesamt 'Stimme nicht zu'
		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
%								
	EU 27	38	43	9	3	7	81	12
	BE	41	48	8	2	1	89	10
	BG	27	46	9	3	15	73	12
	CZ	27	53	14	3	3	80	17
	DK	60	31	6	1	2	91	7
	DE	54	35	6	2	3	89	8
	EE	25	46	15	8	6	71	23
	IE	34	44	6	2	14	78	8
	EL	36	46	9	5	4	82	14
	ES	40	40	7	4	9	80	11
	FR	39	43	7	5	6	82	12
	IT	28	50	12	4	6	78	16
	CY	60	32	5	1	2	92	6
	LV	28	50	10	2	10	78	12
	LT	18	54	13	4	11	72	17
	LU	47	39	8	2	4	86	10
	HU	35	46	12	3	4	81	15
	MT	28	47	9	1	15	75	10
	NL	52	40	4	2	2	92	6
	AT	31	53	11	2	3	84	13
	PL	19	54	13	2	12	73	15
	PT	24	49	13	2	12	73	15
	RO	24	44	9	3	20	68	12
	SI	31	38	17	9	5	69	26
	SK	29	50	14	3	4	79	17
	FI	61	34	4	0	1	95	4
	SE	72	22	3	1	2	94	4
	UK	40	42	8	3	7	82	11

QA6.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ?

Les donateurs comme l'UE devraient essayer de garantir que les entreprises privées qui opèrent dans les pays en développement respectent des normes sociales et éthiques

QA6.3 To what extent do you agree or disagree with the following statement?

Donors like the EU should try to make sure that private companies operating in developing countries comply with social and ethical standards

QA6.3 Inwieweit stimmen Sie der folgenden Aussage zu oder nicht zu?

Geber von Hilfen wie die EU sollten versuchen sicherzustellen, dass Privatunternehmen, die in Entwicklungsländern tätig sind, soziale und ethische Standards einhalten

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'
		Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK	Total 'Agree'	Total 'Disagree'
		Stimme voll und ganz zu	Stimme eher zu	Stimme eher nicht zu	Stimme überhaupt nicht zu	Weiß nicht / Keine Angabe	Gesamt 'Stimme zu'	Gesamt 'Stimme nicht zu'
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	49	38	5	2	6	87	7
	BE	50	41	6	2	1	91	8
	BG	37	39	5	2	17	76	7
	CZ	41	48	7	2	2	89	9
	DK	70	23	5	1	1	93	6
	DE	63	29	4	1	3	92	5
	EE	40	43	6	5	6	83	11
	IE	41	38	3	3	15	79	6
	EL	54	39	3	1	3	93	4
	ES	51	34	5	2	8	85	7
	FR	54	37	3	1	5	91	4
	IT	35	47	9	4	5	82	13
	CY	73	24	1	0	2	97	1
	LV	39	44	6	1	10	83	7
	LT	26	50	9	2	13	76	11
	LU	64	29	3	1	3	93	4
	HU	48	39	8	2	3	87	10
	MT	35	45	6	1	13	80	7
	NL	57	33	5	2	3	90	7
	AT	41	47	7	2	3	88	9
	PL	28	55	6	1	10	83	7
	PT	34	45	9	1	11	79	10
	RO	31	40	6	3	20	71	9
	SI	52	34	7	3	4	86	10
	SK	47	47	2	1	3	94	3
	FI	70	26	3	0	1	96	3
	SE	83	13	2	0	2	96	2
	UK	51	34	5	2	8	85	7

QA7 Selon vous, quels types d'entreprises privées sont les plus importants pour la croissance et le développement d'un pays ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

QA7 According to you, which types of private sector companies are the most important for a country's growth and development? (ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

QA7 Welche Arten von Privatunternehmen sind Ihrer Meinung nach am wichtigsten für das Wachstum und die Entwicklung eines Landes? (ROTIEREN - MAX. 2 ANTWORTEN)

		Les micro-entreprises locales	Les petites et moyennes entreprises locales (PME)	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur le marché national	Les grandes entreprises locales qui opèrent sur une région plus étendue ou sur tout le continent	Les multinationales	Autre (SPONTANE)	Aucun (SPONTANE)	NSP
		Local micro businesses	Local Small and Medium-sized enterprises (SMEs)	Big local companies only active in the domestic market	companies with business activities in the wider region or the whole continent	International companies	Other (SPONTANEOUS)	None (SPONTANEOUS)	DK
		Heimische Kleinunternehmen	Heimische kleine und mittlere Unternehmen (KMU)	Heimische Großunternehmen, die nur auf dem Inlandsmarkt tätig sind	Heimische Großunternehmen mit Geschäftstätigkeiten in Nachbarländern oder auf dem gesamten Kontinent	Internationale Unternehmen	Sonstiges (SPONTAN)	Nichts davon (SPONTAN)	Weiß nicht / Keine Angabe
		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	21	50	24	30	28	1	1	7
	BE	26	52	30	29	31	0	0	1
	BG	16	46	29	39	29	0	1	10
	CZ	12	41	30	39	33	0	0	4
	DK	23	57	24	42	41	0	0	2
	DE	19	54	22	35	30	0	1	6
	EE	11	42	21	42	39	1	2	6
	IE	20	55	21	30	26	1	1	12
	EL	31	44	31	37	25	0	1	2
	ES	21	53	22	23	25	1	2	8
	FR	24	59	37	30	22	0	0	4
	IT	20	44	26	28	27	2	2	5
	CY	30	34	42	49	34	1	0	3
	LV	15	49	29	36	28	0	0	6
	LT	10	31	23	32	36	1	2	14
	LU	30	60	29	27	20	0	0	3
	HU	20	59	34	35	20	0	1	3
	MT	18	41	18	25	30	0	1	19
	NL	38	56	14	34	36	0	0	2
	AT	20	45	29	34	33	2	2	6
	PL	17	43	22	23	29	0	1	9
	PT	10	42	19	33	25	1	4	16
	RO	26	54	19	29	27	1	0	11
	SI	19	63	19	29	24	2	1	3
	SK	15	39	32	39	34	0	0	4
	FI	25	68	23	31	26	0	0	1
	SE	32	75	12	34	27	0	0	2
	UK	17	38	15	29	33	1	1	14

QA8 Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

QA8 In your view, which of the following statements apply to the role of private sector companies in developing countries? (ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

QA8 Welche der folgenden Aussagen treffen Ihrer Meinung nach auf die Rolle von Privatunternehmen in Entwicklungsländern zu? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNGEN)

		Elles sont des partenaires utiles des gouvernements locaux	Elles contribuent aux échanges et aux progrès technologiques	Elles contribuent à la croissance qui aidera la population à sortir de la pauvreté	Elles créent des emplois	Elles sont impliquées dans la corruption	Elles exploitent les pays en développement	Autre (SPONTANE)
		They are helpful partners for local governments	They are a source of technological exchange and progress	They are a source of growth that will help people overcome poverty	They create jobs	They are involved in corruption	They are exploiting developing countries	Other (SPONTANEOUS)
		Sie sind hilfreiche Partner für die dortigen Regierungen	Sie sind eine Quelle für technologischen Austausch und Fortschritt	Sie sind eine Quelle für Wachstum, die den Menschen helfen wird, die Armut zu überwinden	Sie schaffen Arbeitsplätze	Sie sind in Korruption verwickelt	Sie beuten Entwicklungsländer aus	Sonstiges (SPONTAN)
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	21	29	42	57	21	27	1
	BE	23	35	43	58	26	34	0
	BG	30	34	49	66	10	15	0
	CZ	22	26	44	52	24	23	0
	DK	25	51	69	67	17	28	0
	DE	25	32	46	62	33	33	0
	EE	15	19	39	65	17	23	0
	IE	33	33	44	63	14	18	1
	EL	22	28	39	57	29	34	1
	ES	15	20	31	50	24	31	1
	FR	23	33	47	60	20	37	0
	IT	18	31	40	42	18	26	3
	CY	20	46	65	86	18	27	0
	LV	20	18	43	65	13	14	0
	LT	14	25	37	52	15	13	1
	LU	23	31	58	67	16	25	1
	HU	20	33	44	67	20	24	0
	MT	20	23	39	59	11	13	1
	NL	28	39	50	63	24	27	0
	AT	33	32	49	63	30	33	3
	PL	16	23	35	57	13	17	0
	PT	23	20	36	60	14	15	0
	RO	31	31	39	69	15	15	1
	SI	18	25	32	51	33	35	1
	SK	20	27	45	60	25	25	1
	FI	19	34	51	67	19	27	0
	SE	16	50	61	72	18	32	0
	UK	16	22	36	50	17	24	1

QA8 Selon vous, quelles affirmations, parmi les suivantes, s'appliquent au rôle des entreprises du secteur privé dans les pays en développement ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

QA8 In your view, which of the following statements apply to the role of private sector companies in developing countries? (ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

QA8 Welche der folgenden Aussagen treffen Ihrer Meinung nach auf die Rolle von Privatunternehmen in Entwicklungsländern zu? (ROTIEREN - MAX. 3 NENNUNGEN)

		Aucun (SPONTANE)	NSP	Au moins une réponse positive	Au moins une réponse negative	Seulement réponse(s) positive(s)	Seulement réponse(s) negative(s)
		None (SPONTANEOUS)	DK	At least one positive answer	At least one negative answer	Only positive answer(s)	Only negative answer(s)
		Nichts davon (SPONTAN)	Weiß nicht / Keine Angabe	Wenigstens eine positive Antwort	Wenigstens eine negative Antwort	Nur positive Antworten	Nur negative Antworten
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	1	7	81	38	54	11
	BE	1	2	85	47	51	13
	BG	1	10	84	19	70	5
	CZ	0	5	80	36	59	15
	DK	0	2	95	38	60	3
	DE	1	4	84	47	48	12
	EE	2	9	78	31	57	10
	IE	1	11	83	25	63	5
	EL	2	2	79	47	49	17
	ES	1	8	74	42	48	16
	FR	1	4	86	45	50	9
	IT	2	6	78	35	57	14
	CY	0	1	97	35	64	2
	LV	2	6	84	23	69	8
	LT	2	15	74	24	58	9
	LU	1	4	89	35	60	6
	HU	1	3	86	35	61	10
	MT	1	17	77	21	61	5
	NL	1	4	89	41	54	6
	AT	1	3	85	44	52	11
	PL	1	10	78	25	63	11
	PT	1	11	80	24	63	7
	RO	0	11	85	25	64	4
	SI	1	4	74	49	45	20
	SK	1	4	82	37	58	13
	FI	1	2	89	37	61	8
	SE	1	3	94	42	54	3
	UK	2	14	71	33	50	12

QA9 Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des aliments ou d'autres produits provenant de pays en développement, afin d'aider les personnes qui habitent dans ces pays (par exemple pour des produits issus du commerce équitable) ?

QA9 Would you be prepared to pay more for groceries or other products from developing countries to support people living in these countries (for instance for fair trade products)?

QA9 Wären Sie bereit, mehr Geld für Lebensmittel oder andere Produkte aus Entwicklungsländern zu bezahlen, um die dort lebenden Menschen zu unterstützen (z.B. für fair gehandelte Produkte)?

		Non, vous n'êtes pas prêt(e) à payer plus		Oui, vous seriez prêt(e) à payer 5% de plus		Oui, vous seriez prêt(e) à payer de 6 à 10% de plus		Oui, vous seriez prêt(e) à payer plus de 10% de plus		NSP		Total 'Oui'	
		No, you are not ready to pay more		Yes, you would be ready to pay up to 5% more		Yes, you would be ready to pay 6 to 10% more		Yes, you would be ready to pay more than 10% more		DK		Total 'Yes'	
		Nein, Sie wären nicht bereit, mehr zu bezahlen		Ja, Sie wären bereit, bis zu 5% mehr zu bezahlen		Ja, Sie wären bereit, zwischen 6% und 10% mehr zu bezahlen		Ja, Sie wären bereit, mehr als 10% mehr zu bezahlen		Weiß nicht / Keine Angabe		Gesamt 'Ja'	
%		EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1	EB 77.4	Diff. EB 76.1
	EU 27	52	5	30	-3	10	0	4	0	4	-2	44	-3
	BE	38	-7	46	8	12	1	4	-1	0	-1	62	8
	BG	78	7	14	-7	2	1	0	0	6	-1	16	-6
	CZ	69	12	22	-8	5	-1	1	0	3	-3	28	-9
	DK	35	2	37	4	19	-4	6	-4	3	2	62	-4
	DE	31	-2	36	-2	20	1	8	2	5	1	64	1
	EE	69	3	25	0	4	-1	1	0	1	-2	30	-1
	IE	60	5	29	-3	5	-1	1	-1	5	0	35	-5
	EL	66	12	28	-10	5	0	0	-1	1	-1	33	-11
	ES	62	10	28	-3	5	-3	2	0	3	-4	35	-6
	FR	52	7	33	-4	10	-2	3	0	2	-1	46	-6
	IT	60	8	24	-7	7	0	2	2	7	-3	33	-5
	CY	52	9	35	-6	5	-1	1	0	7	-2	41	-7
	LV	78	8	18	-7	1	-1	0	-1	3	1	19	-9
	LT	73	10	21	-9	2	0	1	0	3	-1	24	-9
	LU	28	4	36	-5	18	-3	16	4	2	0	70	-4
	HU	73	2	21	0	3	-2	1	0	2	0	25	-2
	MT	60	8	27	-5	3	-2	1	1	9	-2	31	-6
	NL	22	3	43	0	24	1	9	-5	2	1	76	-4
	AT	40	0	40	2	12	1	3	-2	5	-1	55	1
	PL	67	9	25	-5	4	1	0	-2	4	-3	29	-6
	PT	83	10	9	-5	2	-5	1	1	5	-1	12	-9
	RO	66	4	17	0	3	2	1	0	13	-6	21	2
	SI	69	11	25	-6	4	-2	1	0	1	-3	30	-8
	SK	69	7	24	-6	3	-1	0	0	4	0	27	-7
	FI	31	1	44	-4	18	2	6	1	1	0	68	-1
	SE	22	0	34	2	26	-2	16	0	2	0	76	0
	UK	43	-1	38	0	12	2	4	-1	3	0	54	1

QA10 Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement (NATIONALITE) ? Diriez-vous que vous en savez ... ?

QA10 How much do you feel you know about where (NATIONALITY) development aid goes? Would you say that you know...?

QA10 Wie viel wissen Sie Ihrer Meinung nach darüber, wohin die (NATIONALITÄT) Entwicklungshilfe geht? Würden Sie sagen, Sie wissen darüber ...?

		Beaucoup A lot Sehr viel	Un peu A little Ein wenig	Rien du tout Nothing at all Überhaupt nichts	NSP DK Weiß nicht / Keine Angabe
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	4	50	44	2
	BE	4	53	43	0
	BG	1	28	63	8
	CZ	2	38	59	1
	DK	7	73	20	0
	DE	6	68	24	2
	EE	2	38	60	0
	IE	2	50	43	5
	EL	3	36	60	1
	ES	3	36	59	2
	FR	2	30	67	1
	IT	4	50	44	2
	CY	3	34	61	2
	LV	1	34	63	2
	LT	2	36	61	1
	LU	7	45	43	5
	HU	2	29	68	1
	MT	2	34	52	12
	NL	4	77	18	1
	AT	3	47	47	3
	PL	4	58	35	3
	PT	2	33	61	4
	RO	3	42	43	12
	SI	3	55	41	1
	SK	1	43	56	0
	FI	5	74	21	0
	SE	5	70	24	1
	UK	4	54	41	1

QA11 Dans quelle mesure savez-vous où va l'aide au développement de l'UE ? Diriez-vous que vous en savez ... ?

QA11 How much do you feel you know about where EU development aid goes? Would you say that you know...?

QA11 Wie viel wissen Sie Ihrer Meinung nach darüber, wohin die Entwicklungshilfe der EU geht? Würden Sie sagen, Sie wissen darüber ...?

		Beaucoup A lot Sehr viel	Un peu A little Ein wenig	Rien du tout Nothing at all Überhaupt nichts	NSP DK Weiß nicht / Keine Angabe
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	3	42	53	2
	BE	3	44	52	1
	BG	3	35	55	7
	CZ	2	36	61	1
	DK	1	55	44	0
	DE	4	56	38	2
	EE	2	41	57	0
	IE	1	39	55	5
	EL	4	33	62	1
	ES	2	32	64	2
	FR	2	26	71	1
	IT	6	47	45	2
	CY	2	31	64	3
	LV	2	43	54	1
	LT	2	45	52	1
	LU	3	40	52	5
	HU	2	28	69	1
	MT	1	35	53	11
	NL	1	49	48	2
	AT	3	34	58	5
	PL	5	56	36	3
	PT	3	31	62	4
	RO	4	39	45	12
	SI	3	53	42	2
	SK	2	39	58	1
	FI	3	59	38	0
	SE	1	51	47	1
	UK	2	37	60	1

QA12 Laquelle des deux affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion sur l'aide de l'UE aux pays en développement ?

QA12 Which of the following two statements best describes your view on the EU support to developing countries?

QA12 Welche der beiden folgenden Aussagen entspricht am ehesten Ihrer Meinung zur Unterstützung von Entwicklungsländern durch die EU?

		L'UE devrait aider en priorité les pays en situation de fragilité (à cause d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle) par rapport aux autres pays en développement	L'UE devrait aider les pays en développement, qu'ils soient en situation de fragilité ou non	NSP
		The EU should prioritise helping countries in a fragile situation (due to conflict or natural disaster) over other developing countries	The EU should help developing countries, regardless of whether they are in a fragile situation or not	DK
		Die EU sollte der Hilfe von Ländern in schwierigen Situationen (aufgrund von Konflikten oder Naturkatastrophen) Vorrang gegenüber der Unterstützung anderer Entwicklungsländer einräumen	Die EU sollte Entwicklungsländern unabhängig davon helfen, ob sich diese in einer schwierigen Situation befinden oder nicht	Weiß nicht / Keine Angabe
%		EB 77.4	EB 77.4	EB 77.4
	EU 27	61	30	9
	BE	59	39	2
	BG	69	15	16
	CZ	71	26	3
	DK	56	41	3
	DE	62	34	4
	EE	76	17	7
	IE	52	26	22
	EL	53	40	7
	ES	66	26	8
	FR	64	29	7
	IT	59	28	13
	CY	60	29	11
	LV	58	32	10
	LT	48	36	16
	LU	58	38	4
	HU	72	20	8
	MT	79	9	12
	NL	59	37	4
	AT	61	30	9
	PL	64	25	11
	PT	57	27	16
	RO	38	34	28
	SI	71	24	5
	SK	72	23	5
	FI	68	29	3
	SE	56	42	2
	UK	57	31	12